

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS

Commission : finances et contrôle de gestion

Service : FINANCES

RAPPORT AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RAPPORT DE PRÉSENTATION BUDGETS PRIMITIFS 2016

PREAMBULE

Les projets de budgets primitifs 2016 s'inscrivent dans le cycle annuel budgétaire de l'exercice. Ils ont été précédés par le débat d'orientations budgétaires qui s'est tenu le 10 décembre 2015 (*rapport de présentation mis en ligne sur le site internet de l'agglomération* ⁽¹⁾) et seront suivis de décisions modificatives inscrites à l'ordre du jour des prochains conseils communautaires.

Les documents budgétaires « officiels », transmis à l'ensemble des membres du conseil communautaire, répondent aux exigences du cadre légal comptable et budgétaire des instructions M14 et M4. Le présent rapport de présentation a vocation à synthétiser et à commenter les données issues de ces documents budgétaires.

S'agissant de ces documents officiels, leur mise à disposition du public en vertu de l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) s'effectue, au choix des personnes intéressées, soit par :

- consultation sur place au service des finances de l'agglomération (locaux au 3^{ème} étage de la Mairie de Beauvais),
- envoi dématérialisé via internet sur simple demande par email à formuler à l'adresse finances@beauvaisis.fr,
- envoi par courrier postal sur demande écrite moyennant le coût de reproduction du document demandé.

Pour ce qui concerne les élus communautaires, ces documents officiels sont insérés au dossier du conseil communautaire qui est transmis dans les délais légaux prévus à l'article L2121-12 du CGCT.

Concernant les ratios prévus à l'article R2313-1 du CGCT, ils sont insérés dans la maquette budgétaire et dans le présent rapport de présentation. Leur communication au public s'effectue via cette dernière insertion puisque le présent rapport est mis en ligne sur le site internet de l'agglomération du Beauvaisis ⁽¹⁾

⁽¹⁾ <http://www.beauvaisis.fr>, rubrique « présentation / finances »

Synthèse générale

L'agglomération du Beauvaisis compte 11 budgets totalisant 121,5M€.

Budget principal : 1 budget de 76,7M€, soit 63% de l'ensemble des budgets.

Une nouvelle compétence sera exercée à compter de l'année 2016 décidée par délibération du 10 décembre 2015 avec l'adoption de la compétence facultative «contributions obligatoires au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) aux lieu et place des communes ». L'exercice de cette nouvelle compétence n'impacte pas l'équilibre du budget de l'agglomération puisque qu'elle implique une diminution des attributions de compensation des communes membres (pages 9 et 18) en contrepartie du versement par l'agglomération de ces contributions au SDIS (pages 16 et 19).

S'agissant de la section de fonctionnement (63,4M€), les recettes sont en diminution de - 1,9% ou - 1,2M€ en raison principalement de la baisse de -1,1M€ de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat (pages 8 et 9), d'une perte de ressources fiscales estimée à -0,5M€ (page 6), et de l'augmentation de +0,3M€ des attributions de compensations négatives (page 7).

Cette baisse du niveau des recettes de fonctionnement se retrouve au niveau des dépenses de fonctionnement (-1,9% ou -1,2M€) et résulte principalement des diminutions de la dotation de solidarité communautaire de -2M€ versée aux communes membres (page 19), de -0,15M€ des charges à caractère général (page 16), de -0,5M€ de subventions des associations (page 20), diminutions atténuées par l'augmentation de la contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) avec +1M€ (page 19).

Pour ce qui concerne la section d'investissement (13,3M€), le maintien du niveau de l'autofinancement (5M€ - page 27) permet le financement d'un programme annuel d'investissement de 9,75M€ (page 28), programme qui implique un recours accru à l'emprunt (recours prévisionnel de 6,4M€ - page 27) mais en adéquation avec nos capacités financières compte tenu de la relative faiblesse du niveau de notre endettement (page 27).

Budgets annexes : 10 budgets totalisant 44,8M€, soit 37% de l'ensemble des budgets

La communauté d'agglomération compte 10 budgets annexes.

Parmi ces budgets annexes, le budget annexe de l'assainissement (page 33) totalise 16,9M€, dont 6,9M€ en fonctionnement et 10M€ en investissement. Le programme d'investissement consacre 1,1 M€ aux stations d'épuration et 3,9M€ à l'extension et la réhabilitation des réseaux (page 35).

Le budget annexe des transports (page 38) totalise 10,9M€, répartis avec 8,4M€ de fonctionnement et 2,5M€ en investissement dont 965k€ pour l'acquisition de deux bus hybrides et d'un minibus 713k€ pour l'acquisition des locaux Cabaro et 200k€ de mise en accessibilité des points d'arrêts. Le budget annexe « pépinière et hôtel d'entreprises » totalise 528k€ et s'inscrit dans la continuité des budgets des années passées. S'agissant des budgets annexes de zones qui concourent au développement économique, on peut souligner que pour 2016 le budget de Beauvais-Tillé intègre 3,5M€ pour des acquisitions de parcelles de terrains et 0,7M€ de travaux, celui de Saint Mathurin totalise 4,5M€ dont 2,2M€ pour des acquisitions foncières.

On peut ainsi relever que les programmes d'investissement portés par les budgets annexes totalisent 12M€, soit un programme supérieur aux 9,75M€ du budget principal. Globalement, ce sont 22 M€ d'investissements qui sont programmés par l'agglomération.

SOMMAIRE

| | |
|--|---------|
| I - LE BUDGET PRINCIPAL | page 04 |
| A) La section de fonctionnement | |
| 1 Les recettes de fonctionnement | page 04 |
| 2 Les dépenses de fonctionnement | |
| 2.1 Présentation par nature | page 15 |
| 2.2 Présentation par domaine d'activité | page 23 |
| B) La section d'investissement | |
| 1 Les ressources d'investissement | page 27 |
| 2 Les emplois d'investissement | page 28 |
| | |
| II - LES BUDGETS ANNEXES | |
| | |
| A) ASSAINISSEMENT | page 33 |
| B) SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF | page 37 |
| C) TRANSPORTS | page 38 |
| D) STATION GAZ NATUREL POUR VEHICULES | page 42 |
| E) ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES DU HAUT VILLE ⁽¹⁾ | page 43 |
| F) ZONE DE PINCONLIEU ⁽¹⁾ | page 46 |
| G) ZONE D'ACTIVITES BEAUVAIS - TILLE ⁽¹⁾ | page 48 |
| H) ZONE D'ACTIVITES TECHNOLOGIQUES ⁽¹⁾ | page 50 |
| I) ZAC SAINT MATHURIN ⁽¹⁾ | page 51 |
| J) PEPINIERE ET HOTEL D'ENTREPRISES | page 53 |
| | |
| III - CONSOLIDATION | page 55 |
| IV - BILLET 100 EUROS ET RATIOS | page 56 |

⁽¹⁾ S'agissant de budgets de zone soumis à une gestion des stocks de terrains aménagés selon l'inventaire intermittent et donc suivi au travers de mouvements d'ordre, le présent rapport de présentation n'explicite que les seuls mouvements réels afin de se concentrer sur les « budgétisations effectives » de l'année.

I - LE BUDGET PRINCIPAL

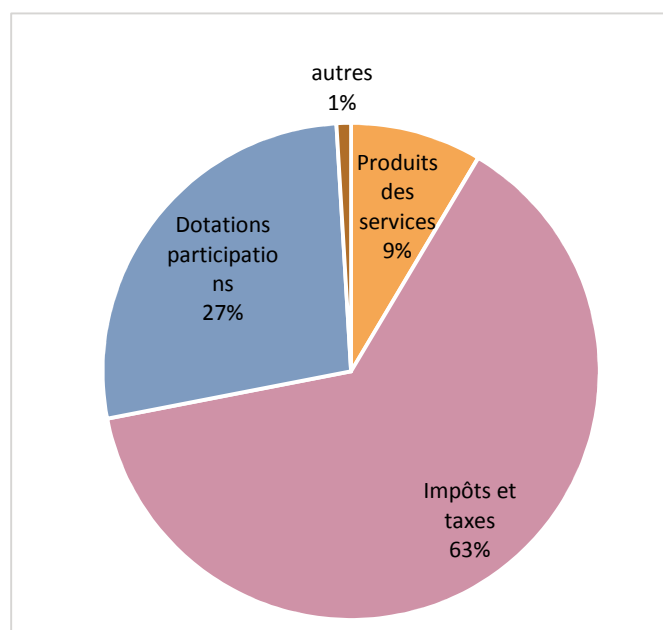
Le projet de budget primitif pour 2016 totalise la somme de 76,71M€, soit 1.303 K€ supplémentaires par rapport au montant inscrit au BP 2015 (+1.70%), dont 63,44 M€ en section de fonctionnement et 13.27M€ en investissement.

A- La section de fonctionnement

1 - Les recettes de fonctionnement

| chap | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Variation |
|------|---|-------------------|-------------------|---------------|
| 013 | Atténuation de charges | 80 000 | 57 400 | -28.25% |
| 70 | Produits des services | 5 486 344 | 5 414 657 | -1.31% |
| 73 | Impôts et taxes | 40 424 000 | 40 256 367 | -0.41% |
| 74 | Dotations et participations | 18 121 138 | 17 175 232 | -5.22% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 138 500 | 127 576 | -7.89% |
| 76 | Produits financiers | 10 | 5 | -50.00% |
| 77 | Produits exceptionnels | 5 000 | 2 100 | -58.00% |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires | 0 | 228 298 | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 398 500 | 180 810 | -54.63% |
| | total recettes de fonctionnement | 64 653 492 | 63 442 445 | -1.87% |

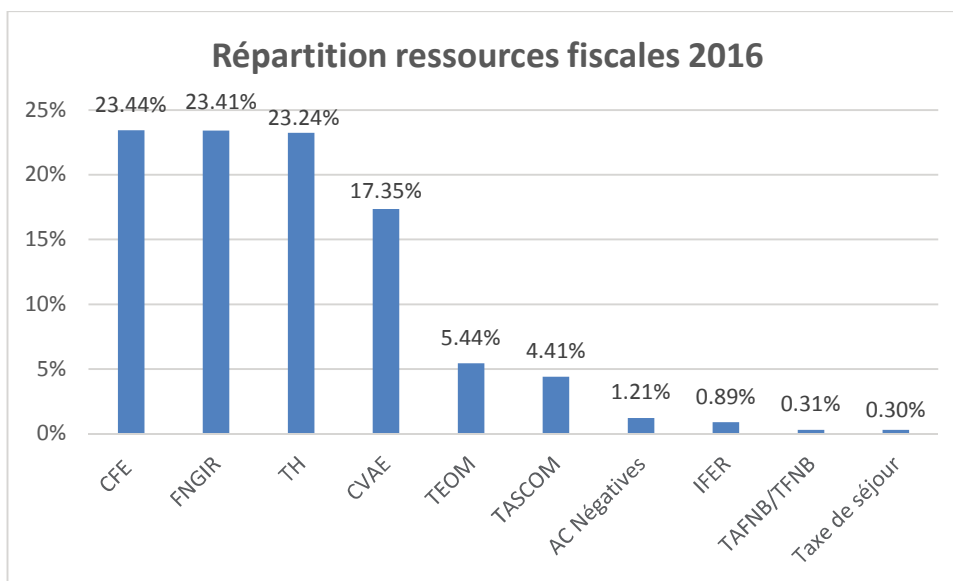
La structure des recettes de fonctionnement en 2016 est la suivante :



1.1 Chapitre 73 - Impôts et Taxes

Ce chapitre représente 63% des recettes réelles de fonctionnement. Il enregistre une diminution de -168k€ par rapport au BP 2015 qui s'explique par l'anticipation d'une baisse du produit fiscal issu de la CVAE, atténuée globalement sur ce chapitre par l'ajustement des attributions de compensations négatives suite à l'intégration du SDIS dans nos compétences à compter de 2016.

Le montant total des ressources fiscales de l'agglomération du Beauvaisis devrait atteindre 40,26M€ selon les proportions ci-après :



Suite à la réforme fiscale mise en œuvre en 2011 avec la suppression de la taxe professionnelle, nous percevons désormais directement plusieurs impôts.

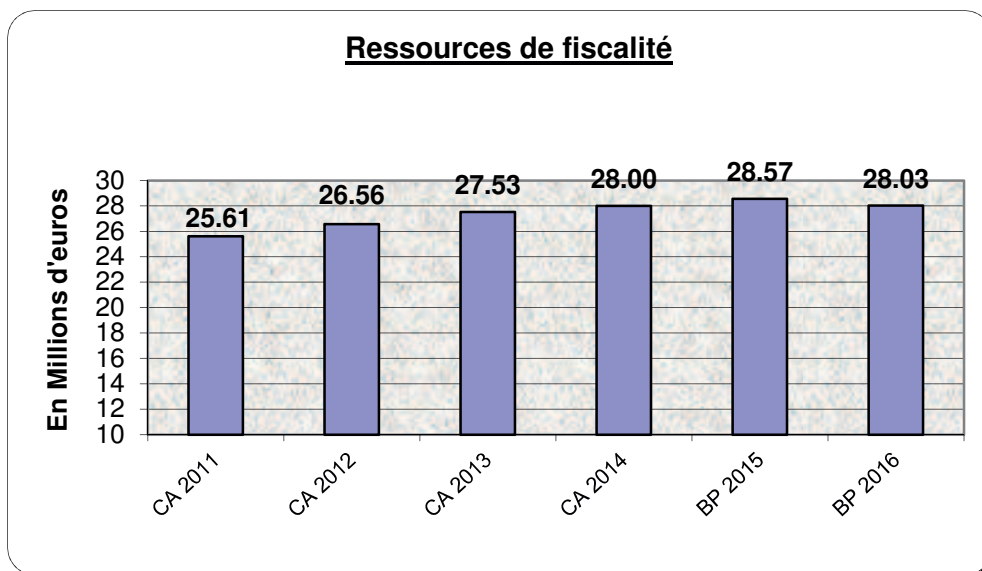
La CFE et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) constituent la contribution économique territoriale (CET) et viennent se substituer à l'ancienne taxe professionnelle.

Il est à noter que seules la CFE, la TH, les taxes foncières et la TEOM peuvent bénéficier d'une évolution par une modification de leur taux sur décision de l'assemblée délibérante. Aucune modification de ces taux n'est prévue sur 2016. Aussi les prévisions ci-dessous s'entendent à taux constants.

Ainsi l'article 7311 a été décliné selon la répartition ci-dessous :

1.11 Les contributions directes - (articles 73111 à 73114)

C'est un total de 28,03M€ attendu en matière de contributions directes sur ce chapitre à l'article 7311 soit une évolution de -1,92% par rapport au BP 2015.



1.111 les impositions foncières et d'habitation - article 73111

Cet article qui totalise 18,92M€ comptabilise par ordre décroissant d'importance :

- **la cotisation foncière des entreprises (CFE)** estimée à **9,44M€** en 2016, soit une évolution escomptée de +2% (+185k€) par rapport à 2015 ;
- **la taxe d'habitation (TH)** estimée à **9,36M€** en 2016, soit un produit fiscal en hausse de +2% (+184k€) par rapport à 2015 ;
- **la taxe foncière sur les propriétés non bâties** estimée à **125k€** qui se décompose entre **la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)** estimée à **93k€** et **la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)** estimée à **32k€**. Cette estimation est basée sur le produit fiscal notifié en 2015 non majoré, pour tenir compte de la quasi absence d'évolution constatée sur ces trois dernières années.

Les taux d'imposition (25,33% pour la CFE ; 9,45% pour la TH ; 2,18% pour la TFNB) resteront inchangés en 2016.

1.112 la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) - article 73112

Le produit de cette imposition basée sur le chiffre d'affaire des entreprises est estimé pour 2016 à **6,98M€** ce qui correspond au produit fiscal 2016 attendu sur cette imposition notifié par les services fiscaux fin 2015, soit une diminution de ce produit fiscal de - 8% (-644k€) par rapport au BP 2015.

1.113 la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - article 73113

Le produit fiscal est estimé à **1,78M€** pour 2016, sans modulation du coefficient multiplicateur de 1,05 applicable depuis 2014 au calcul de cette taxe. L'évolution de ce produit fiscal constatée en 2015 (de +8% ou +135k€) et anticipée en 2016 à (+4% ou +71k€) est liée à l'audit d'optimisation fiscal mené sur ces bases en 2014.

1.114 l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - article 73114

Cette imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux concerne sur notre territoire les transformateurs électriques, les stations radioélectriques ainsi que les canalisations de gaz.

Elle est estimée en 2016 à **0,36M€** sur la base de la très faible évolution constatée depuis 2014.

1.12 Les attributions de compensation négatives - article 7321

Suite à l'adoption lors du conseil communautaire du 10 décembre 2015 de la compétence facultative « contributions obligatoires au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) aux lieux et places des communes », les attributions de compensation 2016 des communes membres ont été révisées. Désormais, ce sont 22 communes qui sont concernées par le versement à la CAB d'une attribution de compensation (AC) négative pour un montant global à percevoir sur 2015 de 486k€, au lieu de 211k€ en 2015.

Nb : Les montants des attributions de compensation provisionnelles de l'exercice de référence sont actés pour chaque commune membre par délibération annuelle du conseil communautaire.

1.13 Les fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR) - article 7323

Ce fonds entre dans le dispositif de la compensation de la suppression de la taxe professionnelle. Deux mécanismes de compensation ont été retenus : le FNGIR et la DCRTP (mécanisme décrit au point 1.231 du chapitre 74). Rappelons que les collectivités « gagnantes » avec la suppression de la TP abondent ce FNGIR qui est reversé en intégralité aux collectivités « perdantes ».

En tant que collectivité « perdante », l'agglomération du Beauvaisis perçoit donc du FNGIR pour un montant de 9,43 M€ depuis 2013. **C'est ce même montant qui est repris en prévision pour 2016.**

1.14 La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) - article 7331

Cette nouvelle taxe pour utilisation des services publics a été instituée au 01/01/2015 par délibération du 03/10/2014. Le taux applicable en 2015 avait été fixé à 2,5%. Il ne sera pas majoré en 2016.

L'estimation du produit fiscal 2016 s'élève à 2,19M€ compte tenu du produit fiscal perçu en 2015 (première année de référence avec 2,14M€) intégrant une évolution des bases estimée de +2%.

1.15 La taxe de séjour - article 7362

Cette taxe a été instituée par délibération du conseil communautaire en date du 24 juin 2011 et rendue effective au 1^{er} janvier 2012.

Elle concerne en 2015, 37 établissements comme en 2014 (contre 27 en 2013), dont 15 hôtels (1 non classé, 2 avec une étoile, 4 deux étoiles et 8 trois étoiles) et 22 chambres d'hôtes et gîtes (11 sont non classés, 2 ont un épi, 1 deux épis, 4 trois épis et 4 quatre épis).

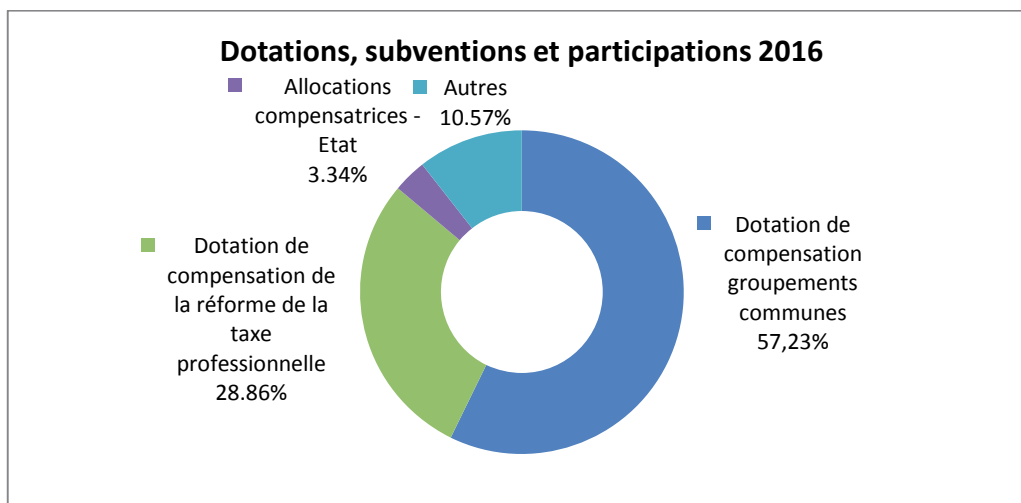
Le montant de cette taxe, est estimé à 120.000€ (article 7362), soit une augmentation de +5.000€ par rapport au BP 2015 pour tenir compte du réalisé 2015 à hauteur de 130.000€.

Cette taxe a vocation à être reversée à l'office de tourisme afin de financer des projets touristiques et fait donc l'objet d'une contrepartie en dépenses de fonctionnement (cf. chapitre 014-article 7398).

1.2 Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations

Ce chapitre budgétaire représente 27 % des recettes réelles de fonctionnement et enregistre une diminution de -5.22 %, ce qui représente -946 k€.

Il se structure ainsi :



1.21 - La dotation globale de fonctionnement communautaire- article 74124 et article 74126

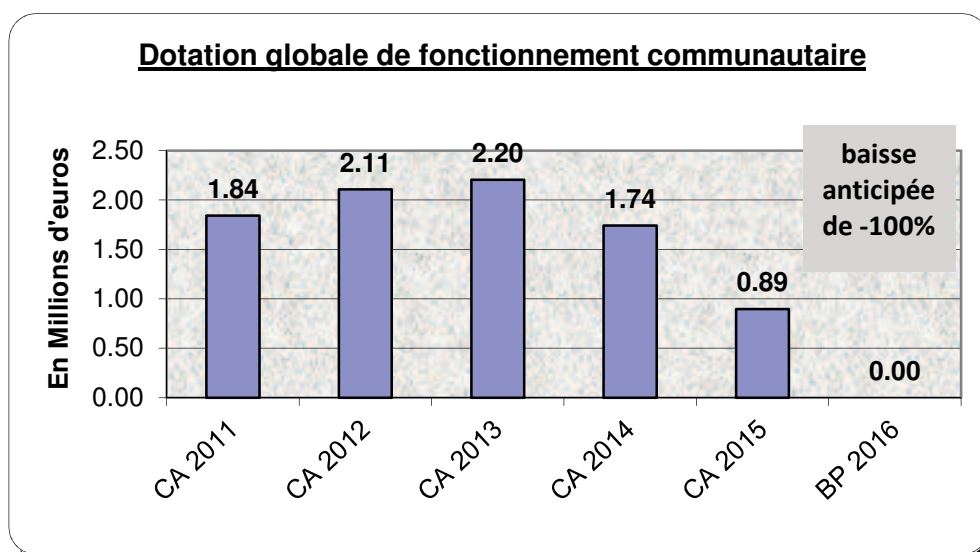
Cette dotation comportait deux parties au BP 2015, la dotation d'intercommunalité, elle-même composée d'une dotation de base et d'une dotation de péréquation, et la dotation de compensation.

1.21.1 - La dotation d'intercommunalité - article 74124

Dans la continuité du dispositif de « contribution des collectivités territoriales à l'effort de redressement des comptes publics » pour une réduction de 3,7 Md€ de l'enveloppe dite « normée » des concours de l'État aux collectivités territoriales, la diminution anticipée de cette dotation est estimée pour 2016 à - 890.000 euros, ce qui porte l'inscription budgétaire sur ce chapitre au BP 2016 à 0 euros soit une diminution de -100% par rapport au BP 2015.

Pour mémoire, cette part de la DGF avait déjà été réduite par l'Etat de -0,85M€ en 2015 et de -0,34M€ en 2014.

D'où l'évolution à la baisse constatée ci-dessous de cette dotation depuis 2013 :

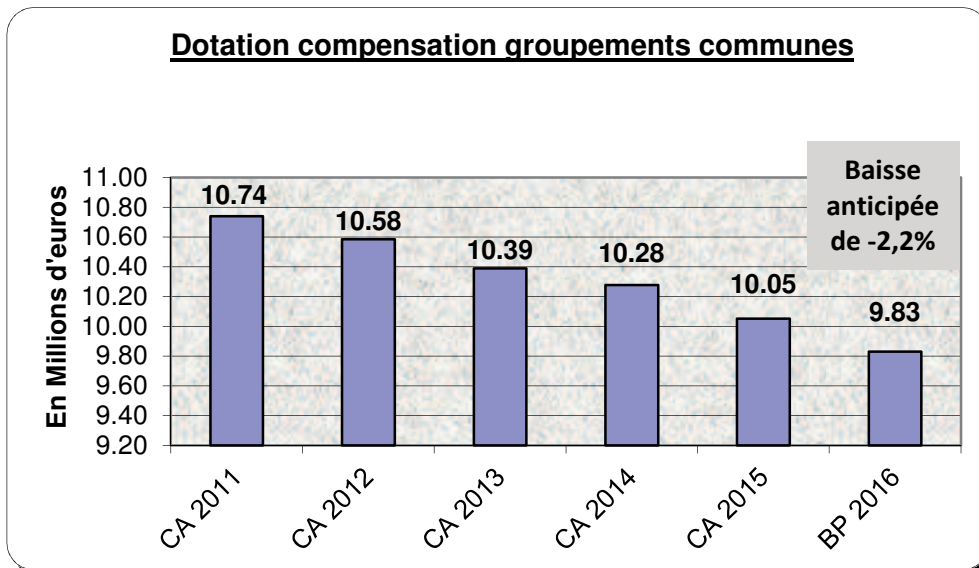


1.21.2 - La dotation de compensation en faveur des EPCI - article 74126

L'évolution annuelle est liée au taux d'écrêtement appliqué chaque année. Rappelons qu'il a été de -2,18% en 2015, -1,09% en 2014, de -1,83% en 2013.

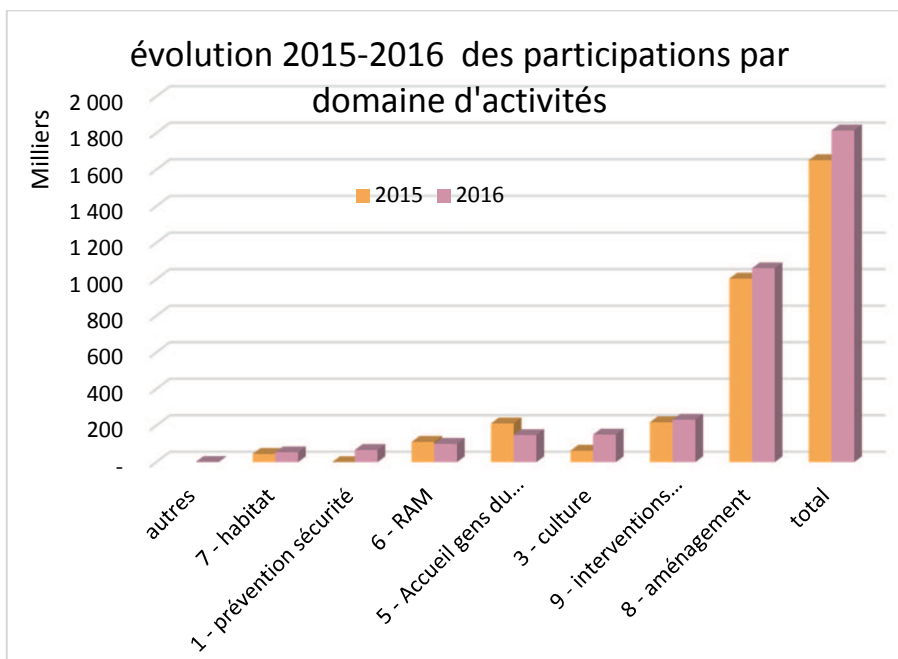
Pour 2016, c'est un taux d'écrêtement de -2,21% qui a été retenu pour tenir compte de l'évolution moyenne de ce taux depuis 2013.

Compte tenu de ces éléments, l'estimation de cette dotation pour 2016 a été arrêtée à 9,83M€, ce qui représente une baisse de -223k€ par rapport au CA 2015.

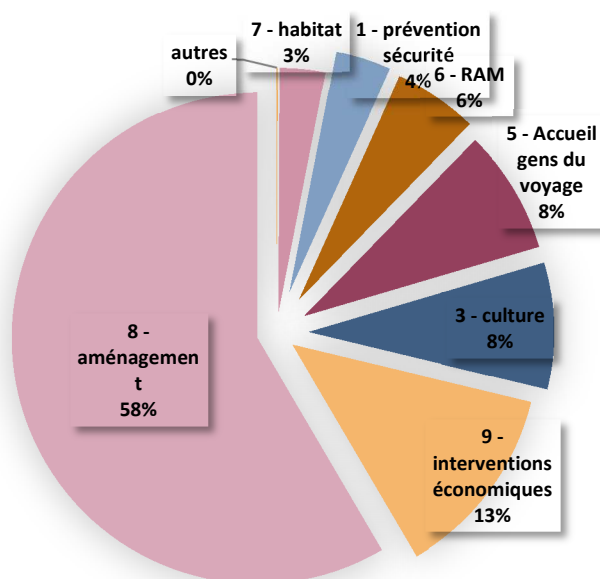


1.22 Les autres subventions et participations – articles 747

Les autres dotations, subventions et participations devraient enregistrer sur 2016 une variation de +9.84 %, soit une hausse de +163 k€.



Répartition 2016 des participations par domaine d'activités



On peut relever les éléments suivants :

- L'aménagement (fonction 8) : 1.060 k€ dont 94 % proviennent du soutien éco emballage et des recettes filières de la collecte sélective des déchets. 1.004 k€ en 2015.
- L'économie : 232 k€ (218 k€ en 2015) pour financer les emplois affectés aux chantiers d'insertion.
- La culture : 150 k€ contre 62 k€ en 2015, soit une augmentation de 142% :
 - 83 k€ de la part de la DRAC : projet de nettoyage de fonds patrimoniaux et financement de fonctionnement du conservatoire, de l'école d'arts et de la médiathèque (12 k€ en 2015)
 - 25 k€ pour les emplois aidés de l'école d'art et de la médiathèque (montant identique à celui de 2015)
- L'accueil des gens du voyage : 148 k€ en 2016 au lieu de 206k€ en 2015. L'ALT (aide au logement temporaire) est maintenant déterminée selon la fréquentation de l'année précédente (décret n° 2014-1742) et non plus forfaitairement, ce qui explique la baisse de l'aide anticipée.
- Les relais d'assistantes maternelle (fonction 6 - famille) : inscription à hauteur de 100 k€ pour la gestion des 3 relais d'assistantes maternelles. Ces recettes sont des participations émanant de la caisse d'allocations familiales versées pour le fonctionnement de ces structures. Elles sont estimées en diminution de - 9% (- 10k €) par rapport à 2015 en raison de l'activité constatée.
- La prévention de la délinquance (fonction 110). Nouvelle recette de 67k€ dont 32 k€ pour le financement des postes affectés au suivi renforcé et à l'accompagnement des mineurs et majeurs sous mains de justice et +35k€ au titre du fonds interministériel de la prévention de la délinquance.
- L'habitat : participation de l'Etat (35k€), de la région et du département pour 9,5 k€ chacun au programme habitat (suivi animation de l'OPAH) soit un montant global prévisionnel de 54 k€ en 2016, soit une augmentation de 9 k€ et 20% par rapport au budget 2015.

1.23 Les compensations d'exonérations en matière de fiscalité directe.

Ces compensations versées par l'Etat sont déclinées selon la nouvelle fiscalité mixte mise en place dans le cadre de la réforme de 2010 qui se substitue à l'ancienne taxe professionnelle.

1.231 La dotation de compensation de la réforme de la TP (DCRTP) - article 748313

Cette dotation qui entre dans le dispositif de compensation mis en place dans le cadre de la réforme fiscale, au même titre que le FNGIR décrit au point 1.1.3 du chapitre 73, a été de 5,29M€ en 2011, de 5,1M€ en 2012 et en 2013, puis de 4,96M€ en 2014 pour tenir compte de la perception de rôles supplémentaires qui ont minorés d'autant le montant de cette dotation. **Elle s'est maintenue à 4,96M€ en 2015 et devrait rester constante en 2016.**

1.232 Les autres dotations compensatrices de l'Etat - articles 748314 à 74835

Elles ont totalisé 772 k€ en 2011, 716 k€ en 2012 (-7%) et 708k€ en 2013 (-1%), 641k€ en 2014 (-9%) et 644k€ en 2015 (+0%), ces baisses successives s'expliquant par l'application de taux de minoration décidée par l'Etat dans le cadre des lois de finances. L'absence de diminution en 2015 est due à une forte progression des compensations en matière de taxe d'habitation.

Pour le BP 2016, il est anticipé une baisse de -51%, sauf pour ce qui concerne les compensations en matière de taxe d'habitation (montant augmenté de +2%). Aussi **le montant global attendu pour 2016 à ce titre s'élève à 574k€** contre 537k€ en 2015, ce qui représente une ressource supplémentaire de +7% provenant des compensations de taxe d'habitation (+64k€) qui contrebalance les baisses des autres compensations.

Il s'agit des compensations suivantes :

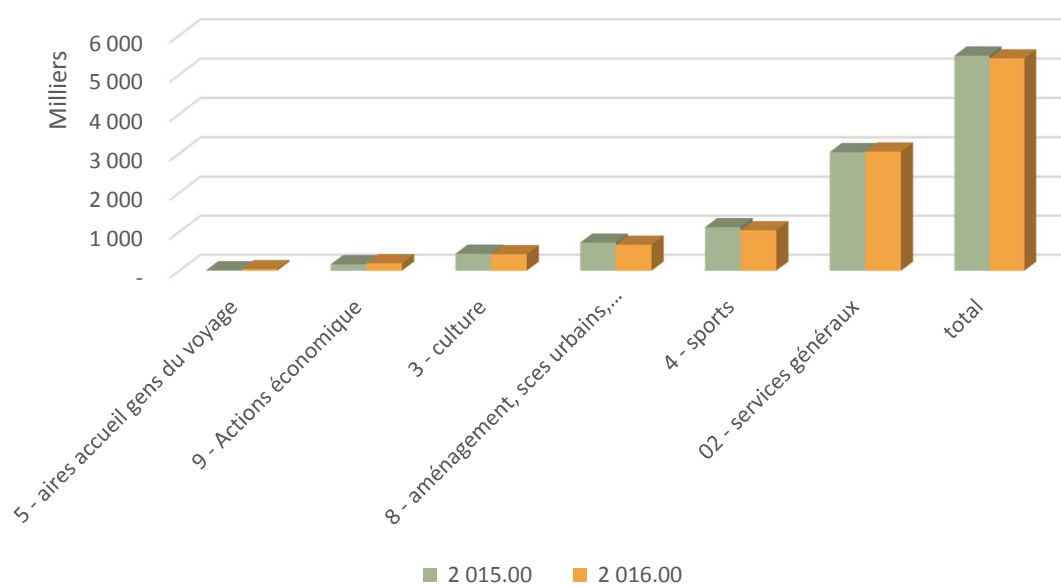
- article 748314 - estimation 2016 de 50k€ pour la dotation unique de compensation spécifique en matière de taxe professionnelle (70k€ en 2015) ;
- article 74833 - estimation 2016 de 26k€ dont 17k€ pour la compensation au titre de la contribution économique territoriale (C.E.T.) - (20k€ en 2014) et 9k€ pour la compensation liée aux exonérations en matière de CVAE (43k€ en 2015). Ces exonérations sont aléatoires d'un exercice budgétaire à l'autre, sans pouvoir décisionnaire de l'établissement ;
- article 74834 - estimation 2016 de 4€ (réalisé 2015) pour la compensation au titre des exonérations en matière de taxe foncière non bâties ;
- article 74835 - estimation 2016 de 498k€ (réalisé 2015 +2%) pour la compensation au titre des exonérations en matière de taxe d'habitation.

Les montants définitifs 2016 ne seront notifiés que dans le courant du mois de mars 2016 par le biais de l'état fiscal 1259 transmis par les services de la Préfecture.

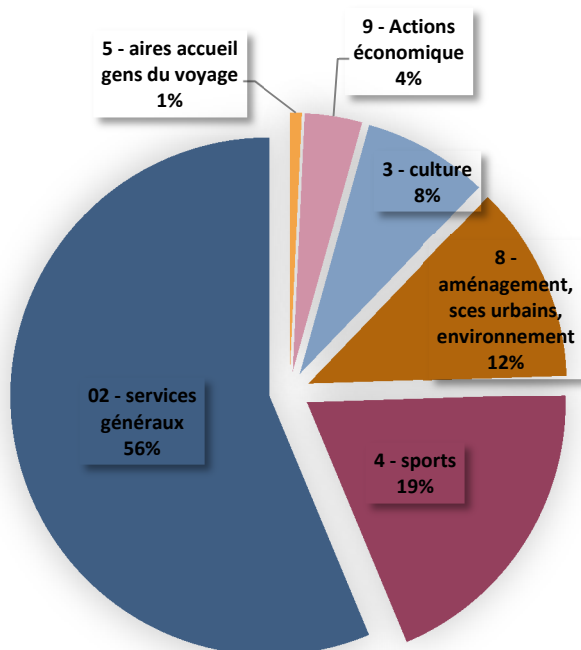
1.3 Chapitre 70 - Produits des services

Ce chapitre se structure comme suit :

Evolution 2015-2016 des produits des services par domaines d'activités



Répartition 2016 des produits des services par domaines d'activités



Ce chapitre enregistre une légère diminution entre 2015 et 2016 de -2% avec une prévision qui passe de 5,49M€ en 2015 à 5,41 M€ en 2016.

- 65% (3.515 k€) de ces recettes proviennent des remboursements de mise à disposition de personnels et autres frais :
 - soit à la mutualisation des services entre la CAB, la ville de Beauvais, et l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais estimée en 2016 3.414 K€ (3.418 K€ en 2015),
 - soit aux conventions de mise à disposition de personnels facturés (essentiellement celles passées avec le comité de gestion du théâtre du Beauvaisis (CGTB) pour un montant de 101 k€ en 2016 (91 k€ en 2015).
- 26 % des recettes proviennent des recettes « usagers » liées à la fréquentation des équipements de l'Agglo. La baisse anticipée de -2% entre 2015 et 2016, avec une prévision de 1,53M€ en 2015 qui passe à 1,42M€ pour 2016, s'explique et se répartit en :
 - l'aquaspace pour 72%. La soumission au régime de TVA de droit commun des recettes de l'aquaspace fait que les tarifs appliqués aux usagers deviennent TTC et que seule la part HT devient budgétaire. Ainsi ces recettes diminuent-elles de 80 K€ et passent de 1.104 k€ en 2015 à 1.024 k€ en 2016. Notons que les dépenses liées à cet équipement sont, elles aussi, budgétées HT pour tenir compte du nouveau régime de TVA.
 - La culture couvre 19% de ces recettes. Le transfert, au chapitre 75, des recettes de location de la maladrerie expliquent une diminution de 35 k€. Après retraitement, les recettes de la culture augmentent en fait de +29 k€, variation liée à celle du conservatoire (+ 27 k€) prévue sur les droits d'inscription. Les recettes envisagées pour l'école d'arts (95 k€) et pour la médiathèque (19 K€) restent stables.
 - 5% de ces recettes proviennent des déchetteries, avec les reventes de cartons, ferrailles et batteries ainsi que des ventes de composteurs. Au total ces produits liés à la collecte des déchets sont prévus pour un montant de 68 k€, en augmentation de +25 % pour tenir compte du niveau effectif constaté des ventes de produits recyclables.
 - les recettes liées au domaine social (3% des recettes totales) qui sont rattachées à notre compétence en matière d'accueil des gens du voyage sont prévues à hauteur de 40k€, soit une augmentation de +30 k€ pour tenir comptes des réalisations des années précédentes.
 - Enfin 9% des recettes sont dites « inter budgets ». Il s'agit en 1^{er} lieu des remboursements par les budgets annexes de la quote part des frais généraux supportés par le budget principal. Ces frais généraux couvrent les domaines dits « transversaux », tels l'administration générale, les services juridiques, les assurances, les finances, les ressources humaines L'activité de ces services bénéficie à tous les budgets de l'agglomération (hors budgets de zone) et est refacturée à hauteur de :
 - Assainissement : 304.791 €
 - Transports : 60.193 €
 - Pépinière : 14.423 €
 - GNV : 25.912 €
 - SPANC : 3.203 €

Ces montants de refacturation des frais d'administration générale ont été établis en fonction du prorata de chaque budget et sur la base des dépenses réelles de fonctionnement, hors remboursements effectués dans le cadre des mutualisations, attributions de compensation et dotations de solidarité (données issues du dernier exercice clos du compte administratif 2014).

Cette refacturation en 2016 est en diminution de -10 % par rapport à 2015 (- 47.608 €) au vu des montants comptabilisés aux comptes administratifs 2014 (base de la prévision de 2016) en raison du poids budgétaire moindre des budgets annexes.

Au-delà des frais généraux, des remboursements des frais salariaux de personnels affectés aux budgets annexes sont eux aussi comptabilisés et totalisent 71 k€, dont 67k€ par le budget annexe pépinière, le reste étant le remboursement des visites médicales prises en charge sur le budget principal pour des agents payés par les budgets annexes.

1.4 Chapitre 013 - Atténuation de charges

Il s'agit principalement des remboursements sur rémunération du personnel (suite à maladie ou accident) qui présentent une réalisation aléatoire d'une année à l'autre. Il est inscrit 57.400 € en 2016.

1.5 Chapitre 75 - Autres Produits de gestion courante

Ce chapitre enregistre une diminution de -8% (- 10.924 €) par rapport à 2015 :

- L'article 752 enregistre les locations d'immeubles pour un total de 123.076 € en 2016 (130.000€ en 2015) de l'agglomération avec essentiellement :
 - diminution des loyers perçus pour la location de bureaux au sein de la Maison des services et des initiatives Harmonie pour un montant prévisionnel 2016 de 69k€ contre 98k€ en 2015, soit une diminution de -30%. Une location de 400m² prévue en 2015 n'a finalement pas été réalisée, il convient donc de réviser à la baisse cette recette. Le cas échéant, cette recette sera augmentée lors d'une décision modificative.
 - fin de la location de la plateforme de collecte des déchets (32 k€). Le terrain concerné a été transféré en 2015 sur le budget annexe Pinçonlieu en vue de sa commercialisation.
 - location de la maladrerie. Transfert du chapitre 70, montant prévu en 2015 de 35 k€ que nous pouvons réévaluer à 54 k€ en 2016 au vu du réalisé. Cette recette passe en hors taxes à compter du 1er janvier 2016.
- L'article 758 pour un montant de 4.500 € enregistre les autres produits de gestion courante parmi lesquels le loyer et les prestations de services versés par l'association Pays du Grand Beauvaisis 3.500 €.

1.6 Chapitre 76 à 78 - Produits financiers, exceptionnels et reprises de provisions

Il s'agit de parts sociales détenues par la CAB liées à un ancien emprunt et qui génèrent une recette annuelle moyenne de 5€.

Les produits exceptionnels (2.100 €) sont par définition non prévisibles et enregistrent notamment les remboursements de sinistres versés par nos assurances.

La prévision de 228.298 k€ au titre des reprises de provisions correspond à :

- 57.835 € couvraient un risque de créances impayées (Décamp Dubos) constaté en juillet 2014, sachant que cette dette a été depuis honorée par l'entreprise.
- 170.463 € de provision constituée en juillet 2014 pour constater le risque de non recouvrement d'une partie du coût de démolition du bâtiment par Décamp Dubos. Cette provision avait été constituée sur une mauvaise ligne budgétaire : 6815 (dotations pour risques et charges de fonctionnement courant). Il faut donc la reprendre sur la ligne 7815 et la reconstituer sur la ligne 6817 : (dotation pour dépréciation des actifs circulants).

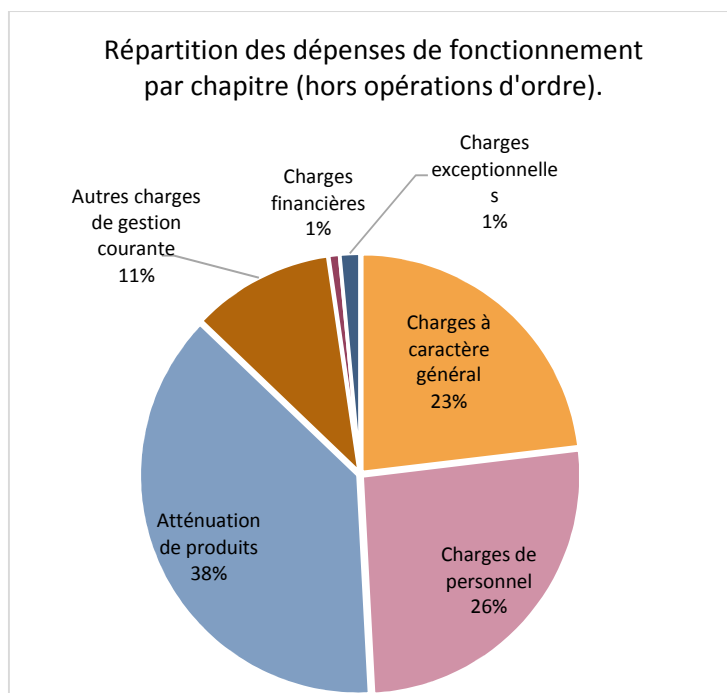
1.7 Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections

Ce chapitre retrace les opérations de reprises de subventions d'investissement liées au financement des équipements dits « transférables ». Il retrouve son équivalent en dépenses d'investissement. Compte tenu des subventions d'équipements reçues en 2015 sur des biens amortissables, la prévision 2016 est portée à 181k€.

2 - Les Dépenses de fonctionnement

2.1 Présentation par nature

| chap | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Variation |
|------|---|-------------------|-------------------|---------------|
| 011 | Charges à caractère général | 12 770 763 | 13 459 601 | 5.39% |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 15 083 790 | 15 176 278 | 0.61% |
| 014 | Atténuation de produits | 26 156 837 | 22 128 141 | -15.40% |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 4 196 269 | 6 139 710 | 46.31% |
| 66 | Charges financières | 416 000 | 465 000 | 11.78% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 013 036 | 872 381 | -13.88% |
| 68 | Dotations provisions | 0 | 170 464 | - |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 1 112 097 | 879 870 | -20.88% |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 3 904 700 | 4 151 000 | 6.31% |
| | total dépenses de fonctionnement | 64 653 492 | 63 442 445 | -1.87% |



2.11 Chapitre 011 - Charges à caractère général

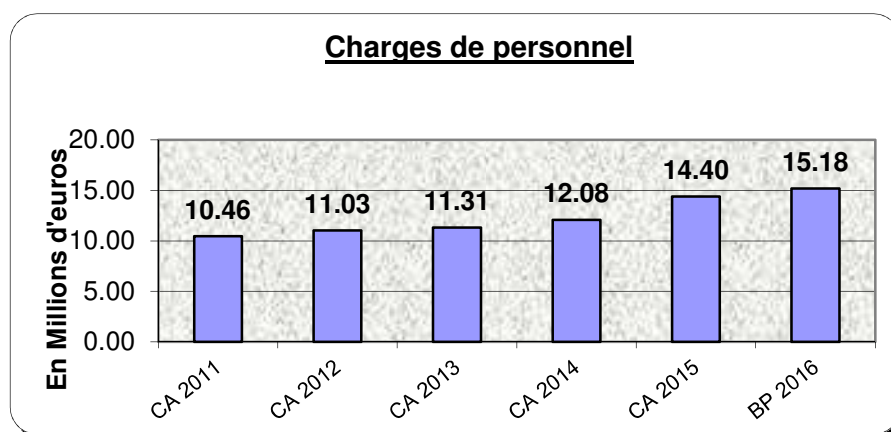
Ce chapitre totalise 23% des dépenses réelles de fonctionnement (21% en 2015) et une augmentation de +5.39% ou de +689 k€ par rapport à 2015.

- cette augmentation est due au remboursement prévu à la ville de Beauvais des 4 premiers mois de la contribution au SDIS, soit un remboursement de 831 k€ sur la ligne 62875. Au-delà de cette inscription, l'article 62875 (remboursement aux communes membres) intègre le remboursement de frais des personnels mutualisé (110 k€) pour totaliser donc 928 k€.
- 63% de ce chapitre couvrent les dépenses prestations de services (lignes 611 et 6042 avant 2015). Les crédits passent de 8.373 k€ en 2015 à 8.543 k€ en 2016, soit une augmentation de +2% (+ 171 K€). 90% de ces dépenses (soit 7.670 k€) sont affectés aux contrats passés pour les prestations liées à notre compétence « déchets » ceux-ci sont en augmentation de +2% ou +162k€. Les autres contrats concernent pour l'essentiel la gestion des aires d'accueil des gens du voyage (260 k€ en augmentation de +2k€), les prestations nécessaires au fonctionnement général des services pour 154 k€ (prestations logiciels métiers par exemple). A noter, pour 2016, une prestation est prévue pour le nettoyage des fonds patrimoniaux des médiathèques pour un montant de 80.000 € (subventionnée à hauteur de 53.400 € par la DRAC).
- les lignes **60611 à 60613** regroupent les dépenses de fluides (eaux, gaz, électricité), pour un montant de 1.015 k€ en diminution de -2% ou de -23.300 €, qui s'explique par :
 - l'augmentation des consommations de la maison harmonie, ces crédits augmentent de +77 k€ en passant de 32k€ à 109 k€, les crédits 2015 ayant été sous-estimés.
 - la diminution de -73 k€ des crédits pour les fluides de l'aquaspace, crédits maintenant prévus en hors taxes (551 k€ en 2015 et 478 k€ en 2016)
 - la diminution de -27.600 € sur la facture globale des fluides, suite au nouveau marché passé avec l'UGAP pour l'achat d'électricité.
- Les lignes **60621 à 6068** couvrent les achats de fournitures diverses pour un montant total de 730 k€ (en diminution de -12k€ ou -2%) avec essentiellement :
 - 338 k€ pour les achats de fournitures des établissements culturels. Dépenses quasi stables par rapport à 2015 (-3k€).
 - 210 k€ d'achats de sacs pour la collecte des déchets verts. Dépense stable par rapport à 2015 (+2k€)
 - 79 k€ pour les fournitures nécessaires au fonctionnement général de la structure (matériels informatique, consommables,...). En diminution de -13 k€, soit -14%.
- Les lignes **6132 à 614** financent les locations mobilières et immobilières, en diminution de -46k€ ou -41 %. L'acquisition du local rue des auges à Saint Paul, local autrefois loué, permet une diminution de -39 k€.
- L'entretien et les réparations (lignes **615.**) sont prévus pour 997 k€, soit -4 k€ par rapport à 2015. 44% de ces dépenses concernent les différents contrats de maintenance des équipements, 33% pour l'entretien des voiries de l'agglomération et le relamping des zones d'activités, 13% pour l'entretien des terrains, le reste (10%) pour la maintenance des bâtiments, des véhicules et du matériel.
- La dépense liée aux assurances (**616**) diminue de -3.600€ et atteint 46.400 €.
- Les études (**617**) diminuent en passant de 169 k€ en 2015 à 66 k€ en 2016. Cette ligne est par nature évolutive puisqu'il s'agit de dépenses ponctuelles. L'intégralité des études 2016 serait consacrée au secteur économique : 36 k€ pour une mission de prospection et 30 k€ pour une étude sur la structuration et l'optimisation du pôle d'excellence agricole.
- Les dépenses de formation (**6184**) passent de 139 k€ à 132 k€, soit une diminution de -5%.
- Les honoraires (**6226**) passent de 38 k€ à 63 k€, en augmentation de +65%. 20 k€ sont prévus pour une mission d'architecte conseil sur les dossiers complexes d'instruction du droits des sols,

et près de 5 k€ sont inscrits pour la réalisation d'un stage de formation professionnelle d'artistes à l'école d'arts (projet financé par la DRAC)

- Les lignes **623** regroupent les dépenses de publicité et publication, elles sont en diminution de -60 k€, soit -16% et passent de 376 k€ en 2015 à 316 k€ en 2016.
- Les frais de déplacement, mission et réception (**625**) sont globalement en diminution de -11% et atteignent 61 k€.
- Ligne **626**. Diminution des frais de télécommunication et d'affranchissement de -16 k€.
- L'entretien des locaux (6283), diminue de -4 % avec une prévision de 126 k€.

2.12 Chapitre 012 - Charges de personnel



Nb : la forte progression de 2015 est liée à la création de services communs qui s'est traduite par le transfert de plein droit des agents de la ville à la communauté d'agglomération (79 agents) et donc par une augmentation de la masse salariale d'environ +3,5M€. Cette augmentation a été compensée par des remboursements de frais de personnel obtenus de la ville de Beauvais (chapitre 70 avec +2,7M€) et la diminution des remboursements de frais de personnel en faveur de la ville de Beauvais (article 6216 avec -0,5M€). L'écart de 0,3M€ s'explique essentiellement par la non compensation du transfert des personnels pour l'application du droit des sols.

Ce chapitre représente 26% des dépenses réelles de fonctionnement (25 % en 2015), chapitre quasi stable par rapport aux prévisions de 2015 (15,08M€), et donc en augmentation de +92 k€ ou de +0.61%). En effet, le taux de réalisation 2015 de ce chapitre atteint 95,5% (14,4M€ dépensés) et laisse donc une part de crédits non consommés (675k€) suffisante pour faire face aux augmentations de charges sociales ou liées au glissement vieillesse technicité (GVT), ainsi qu'aux créations ou suppressions de postes et une inscription pour aléas.

A noter que la présentation par domaine d'activités (cf. point 2.2) apporte des précisions sur les évolutions entre 2015 et 2016 concernant les charges de personnel.

Par ailleurs, on peut souligner que le tableau des effectifs par service et direction au 1^{er} janvier 2016 tel que joint en annexe budgétaire totalise 384 postes pour l'ensemble des budgets, soit 9 postes supplémentaires par rapport à l'état joint au BP 2015. Cette augmentation de l'effectif global est le résultat des évolutions de l'organisation des services tout au long de l'année 2015 qui se sont traduites par des créations et suppression de postes (cf. délibérations adoptées en la matière) et s'explique avec les transferts de personnels en provenance de la ville de Beauvais (11 postes à la prévention de la délinquance, 1 pour la commande publique, 3 à l'Aquaspace et 3 à la politique de la ville).

C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 2016, cet effectif total de 384 postes se répartit entre le pôle éducation sports culture et tourisme (43%), ressources (19%), aménagement et développement (14%), technique opérationnel (13%), administration (9%), communication, cabinet et secrétariat des élus (2%). Le

graphique qui suit synthétise la répartition des effectifs des principaux services communautaires au 1^{er} janvier 2016 (ensemble des budgets) :

| Services | Effectif | % |
|---|----------|--------|
| DSIT | 21 | 5,5% |
| Finances et contrôle de gestion | 16 | 4,2% |
| DRH | 24 | 6,3% |
| Autres services ressources (1) | 34 | 8,9% |
| Prévention sécurité | 11 | 2,9% |
| Complexe aquatique | 32 | 8,3% |
| Conservatoire de musique | 49 | 12,8% |
| Ecole d'art | 17 | 4,4% |
| Médiathèques | 49 | 12,8% |
| Entretien espace Buzanval | 9 | 2,3% |
| Aménagement, urbanisme, droit des sols, foncier, habitat et SIG | 22 | 5,7% |
| Assainissement, environnement déchets, transports | 46 | 12,0% |
| Economie, enseignement supérieur, chantiers insertion | 27 | 7,0% |
| Autres | 27 | 7,0% |
| | 384 | 100,0% |

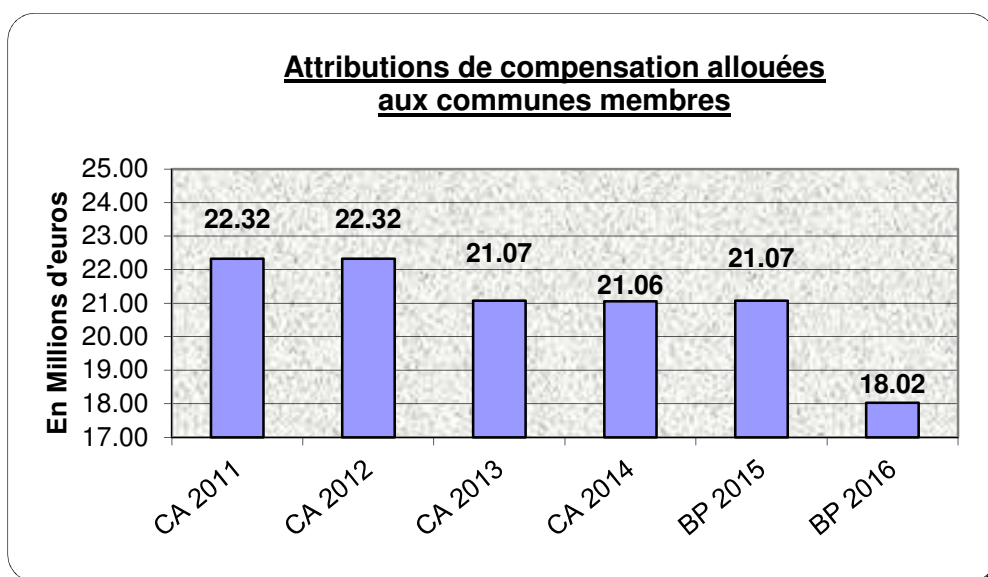
(1) DG, développement durable, partenariat, accessibilité, juridique, commande publique, assemblées, patrimoine, documentation, courrier, logistique interne, archives etc.

2.13 Chapitre 014 - Atténuation de produits

Les atténuations de produits représentent 35% des dépenses réelles de fonctionnement et totalisent 22,13M€ en 2016, soit une diminution en valeur de -4,03M€ par rapport à 2015 (cf. explications ci-dessous)

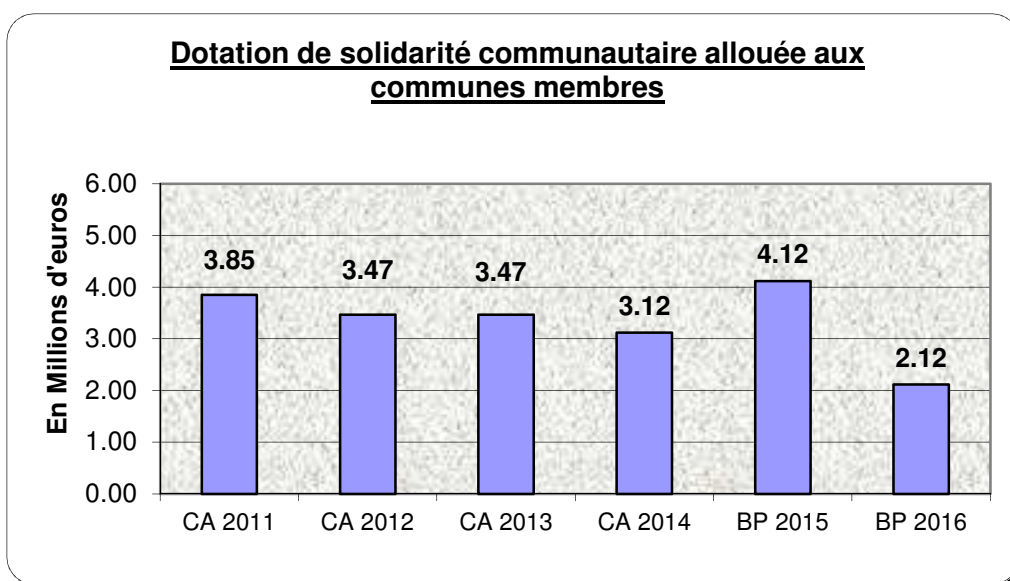
2.131 Les attributions de compensation positives - article 73921 :

L'enveloppe consacrée aux attributions de compensation en faveur des communes atteint 18,02M€ au BP 2016 suite à l'intégration de la compétence du SDIS (cf. explications ci-dessus - article 1.12) au lieu de 21,06M€ au BP 2015.



2.132 La Dotation de Solidarité Communautaire

La DSC est proposée avec une diminution de - 49%, soit (-2M€) par rapport à 2015. Cette hypothèse a été retenue dans le cadre du DOB 2016 et permet de maintenir notamment la capacité d'investissement de notre établissement.



2.133 Le fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC)

Ce fonds de péréquation horizontale créé dans le cadre de la loi de finances 2012 se traduit par un prélèvement en dépenses au 73925 sur les ressources de l'agglomération ainsi que sur celles des communes membres de notre collectivité, selon la répartition par communes qui nous est notifiée par la Préfecture et conformément aux dispositions de droit retenues par notre établissement.

Depuis 2013, l'application du dispositif « de droit commun » est intégrée au projet de budget, sachant que l'agglomération peut, par délibération votée avant le 30 juin 2016, décider d'adopter l'un des régimes dérogatoires fixé par la loi de finances.

Sachant que les montants 2016 sont indisponibles à ce jour, une simulation a été réalisée dans le cadre du DOB 2016 (cf. point II.2.33) sur la base des données des fiches DGF 2015 :

| FPIC | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Montant de l'enveloppe nationale du FPIC (en M€) | 150 | 360 | 570 | 780 | 1 000 | 1 150 |
| contribution CAB + communes membres | 279 853 | 618 256 | 1 074 174 | 1 609 309 | 2 187 010 | 2 515 061 |
| évol. | - | 120,92% | 73,74% | 49,82% | 35,90% | 15,00% |
| Part CAB | 279 853 | 359 195 | 623 223 | 948 651 | 1 845 079 | ? |
| évol. | - | 28,35% | 73,51% | 52,22% | 94,50% | - |
| Part des communes | 0 | 259 061 | 450 951 | 660 658 | 341 931 | ? |
| évol. | - | - | 74,07% | 46,50% | -48,24% | - |

Alors que l'évolution entre 2015 et 2016 de l'enveloppe nationale du FPIC est de +28%, la contribution de l'agglomération évoluerait de +94% (ou + 896 k€) alors que celle des communes diminuerait de -48% (ou - 319 k€). C'est l'exonération totale de contribution prévue par le PLF 2016 de la ville de Beauvais en tant que ville classée parmi les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la DSU qui explique ces écarts. Rappelons que la ville de Beauvais bénéficiait jusqu'en 2015 d'un abattement de 50%.

Il faut rappeler qu'un ajustement de ces prévisions budgétaires de l'ordre de 20% pourra être opéré en cours d'exercice pour tenir compte des montants notifiés par la préfecture pour ce qui concerne l'année 2016.

2.134 Reversements, restitutions et prélèvements divers – articles 7391 et 7398

Ces articles comptabilisent d'une part (article 7398) le reversement de la taxe de séjour perçue par l'agglomération sur l'année, à l'office du tourisme de l'agglomération de Beauvais (cf. recettes de fonctionnement- chapitre 73 – 1.15 article 7362) **estimé à 120k€ pour 2016**, et d'autre part (article 7391) les reversements de la Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) à opérer suite aux décisions de restitution qui nous sont transmises ponctuellement en cours d'exercice par la Direction départementale des finances publiques de l'Oise (DDFIP), reversements **estimés à 20k€ au BP 2016**.

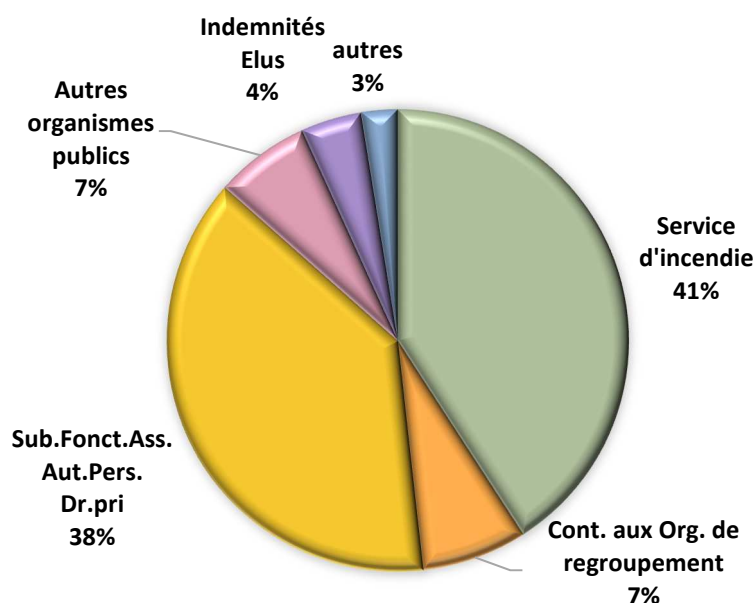
2.14 Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante

Ce chapitre totalise 11 % des dépenses réelles de fonctionnement ; en augmentation de +46% et +1,94M€ par rapport à 2015.

Cette augmentation est exclusivement due à la reprise par l'agglomération des contributions communales au SDIS votée par le conseil communautaire du 10 décembre 2015. Ainsi, 2,5 M€ sont inscrits sur l'article 6553 (service incendie). Rappelons que 0,83 M€ ont été inscrits sur la ligne 62875 pour rembourser à la ville de Beauvais la contribution des 4 premiers mois de l'année 2016. Ainsi, la contribution totale de l'agglomération atteint en 2016 3,34 M€, ce qui représente 41% des dépenses de ce chapitre

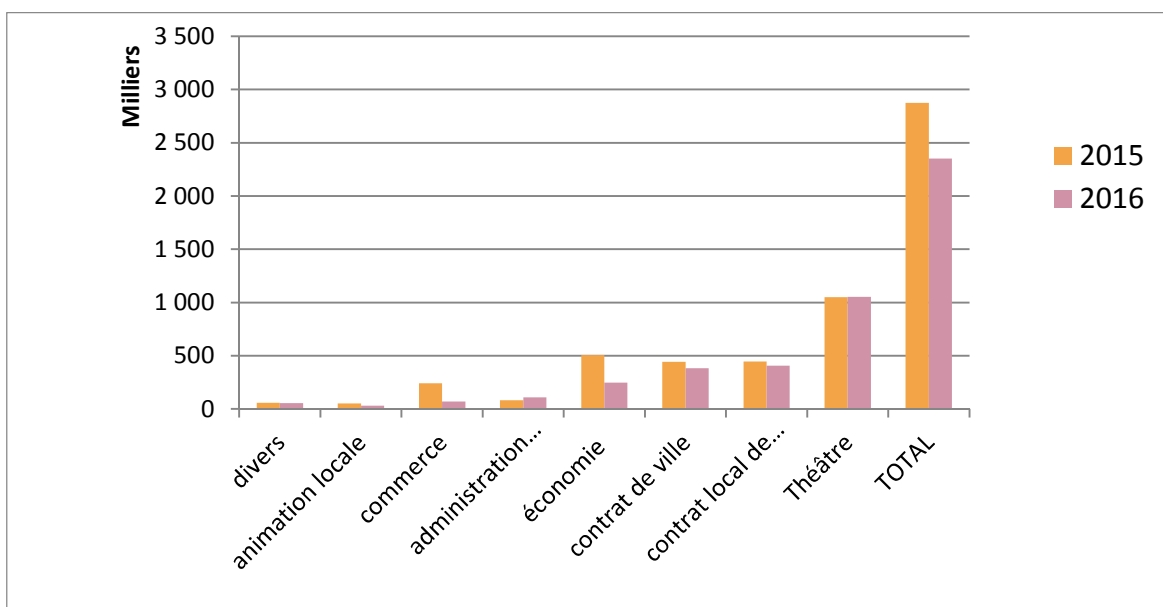
Hors cette contribution, ce chapitre diminuerait de -13 %.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DU CHAPITRE 65



2.141 Les subventions aux personnes de droit privé couvrent 38 % du chapitre et 2.351k€ (en 2015 : 3.285k€)

Sachant que la subvention à l'office de tourisme, établissement public, est transférée sur la ligne 65738 (autres établissements publics pour 410 k€), la diminution effective de ces subventions s'établit à - 523k€ € ou -18%. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des crédits alloués à ces subventions.



- Théâtre du Beauvaisis : subvention de 1.054.000 € allouée au CGTB (comité de gestion du théâtre du Beauvaisis) en augmentation de +3 k€ ou +0.29%.
- Le contrat local de sécurité. En diminution de -39.500 € ou -9%, soit un total de 406.588 €.
- Les subventions allouées dans le cadre du contrat de ville (382.909 €) sont en diminution de -58.500€ ou -13%.
- Le secteur économique diminue très fortement ses subventions (-51%) en passant de 506 k€ en 2015 à 248 k€ en 2016. La Maison de l'emploi et la formation se voit attribuer 200.000 €, la répartition du reste de l'enveloppe (48.000 €) sera soumise au conseil communautaire en cours d'année.
- Les subventions accordées pour les moyens généraux augmentent de +32% et +26 k€. La subvention versée au comité d'œuvres sociales est calculée sur la masse salariale de l'année N-1, soit 2015. Celle-ci a fortement augmenté de 2014 à 2015 suite à la création de services communs (délibération du 13 novembre 2014). Par conséquent, la subvention, en décalage d'un an, est augmentée cette année.
- Les attributions de subventions liées au commerce voient leur montant diminuer de -171 k€ en passant de 240k€ en 2015 à 69k€ en 2016. En 2015, 200.000 € avaient été octroyés à l'association SASTI pour la création d'un dispositif spécial en faveur des commerçants rencontrant des difficultés financières importantes en raison de travaux menés pour rendre les centres villes ou centres-bourgs plus attractifs (cf. délibération du 17/04/2015). Ce fonds spécial d'intervention est maintenu à hauteur de 30k€ et sera attribué, le cas échéant, par délibération particulière aux commerçants de l'agglomération.
- 30 k€ sont inscrits pour les subventions attribuées dans le cadre des fêtes et manifestations communales d'intérêt communautaire (fête du cidre à Milly sur Thérain, fête Jeanne Hachette à Beauvais, marché de Noël de Saint Martin le Nœud, omelette géante de Herchies, fête de l'eau à Troissereux), montant en diminution de -20 k€ correspondant à la participation (biennale) à la fête de l'âne qui n'aura pas lieu en 2016.

Les contributions aux organismes de regroupement (7 % du chapitre, 452.744 €), montant identique à celui de 2015.

317.616 € correspondent à notre contribution au SYMOVE pour le traitement des déchets et 135.158 € sont dédiés au fonctionnement du SMABT (syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais Tillé).

Les subventions aux autres organismes publics (7 % du chapitre, 410.000 €), dont 98% (400 k€) correspondent à la subvention attribuée à l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais (en diminution de -3% soit, -10 k€). Les 10K€ restent à répartir.

Les charges liées aux indemnités des élus (art 653.) pour un montant de 260.744 € identique à celui de 2015.

Les autres dépenses de ce chapitre (156 k€) concernent :

- 120 k€ sur les articles 657341 et 657342 pour la participation versée aux communes afin de permettre l'égal accès tarifaire aux habitants de la communauté d'agglomération fréquentant les équipements des communes membres (dépenses auparavant imputée à l'article 658) , ainsi que le remboursement des frais de scolarité aux communes qui reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.
- 36 k€ pour les redevances et droits d'accès aux logiciels professionnels

2.15 Les autres chapitres budgétaires des dépenses de fonctionnement

2.15.1 - Chapitre 66 - Charges financières

Les charges financières représentent une très faible part des dépenses réelles de fonctionnement (0,73%), avec un total de 465k€ en augmentation de +12% ou +49k€ par rapport au BP 2015.

Il s'agit en premier lieu des charges liées aux intérêts de la dette avec **429k€ pour 2016** qui se décomposent entre :

- **415k€** de remboursement annuel à l'échéance des intérêts de la dette, contre 396k€ au BP 2015, soit une hausse de +5% ou +19k€. Seuls 275k€ sont liés aux intérêts des emprunts en cours et une inscription complémentaire de 140k€ est anticipée sur la base d'une simulation d'un futur nouvel emprunt de 6,4M€ qui serait contractualisé fin mars 2016 (donc avec trois trimestres d'échéances en intérêts).

- Ce chapitre reprend également la prévision du remboursement des intérêts courus non échus (ICNE) qui, en intégrant l'hypothèse ci-dessus, **est estimée à 14k€** (-2k€ sur les emprunts en cours et +16k€ sur le nouvel emprunt 2016).

Par ailleurs, le solde de ce chapitre est consacré à l'estimation des intérêts liés à l'utilisation de la ligne de trésorerie (36k€), montant prévisionnel revu à la hausse de +16k€ par rapport à 2015.

2.15.2 - Chapitre 67 - Charges exceptionnelles (872 k€)

Ce chapitre connaît une diminution de -14 % en passant de 1.013.036 € à 872.381 €. Ces charges sont principalement celles prévues pour l'équilibre de la section de fonctionnement des budgets annexes.

Les recettes prévues pour 2016 au budget annexe pépinière permettent l'équilibre de ce budget. Une subvention de fonctionnement (66.612€ en 2015) n'est donc plus nécessaire en 2016.

En 2015, une subvention d'équilibre a été votée pour le budget annexe du Haut villé (**400 K€**). Pas de subvention proposée en 2016.

La subvention d'équilibre versée au budget annexe transports, augmente quant à elle, de +61% en passant de 533.524 € à 858.421 €. Cette augmentation est expliquée dans le cadre du projet de BP 2016 de ce budget annexe (cf. ci-après).

Nb : il est rappelé que le budget annexe des transports a un caractère industriel et commercial, soumis par conséquent au principe d'équilibre financier posé par l'article 2224-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), aux termes duquel « les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial doivent être équilibrés en recettes et en dépenses ». Toutefois, l'article L2224-2 du CGCT dispose que le conseil communautaire peut décider une prise en charge par le budget principal lorsque celle-ci est justifiée par des exigences du service public. C'est ainsi qu'une délibération spécifique doit être adoptée pour allouer cette subvention et est soumise à l'approbation du conseil communautaire.

2.15.3 - Chapitre 68 - Provisions

La prévision de 170.464 k€ sur le ligne 6817 correspond à la réimputation d'une provision déjà constituée en 2014 (voir explications en recettes de fonctionnement, chap. 78).

2.15.3 - Chapitre 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections :

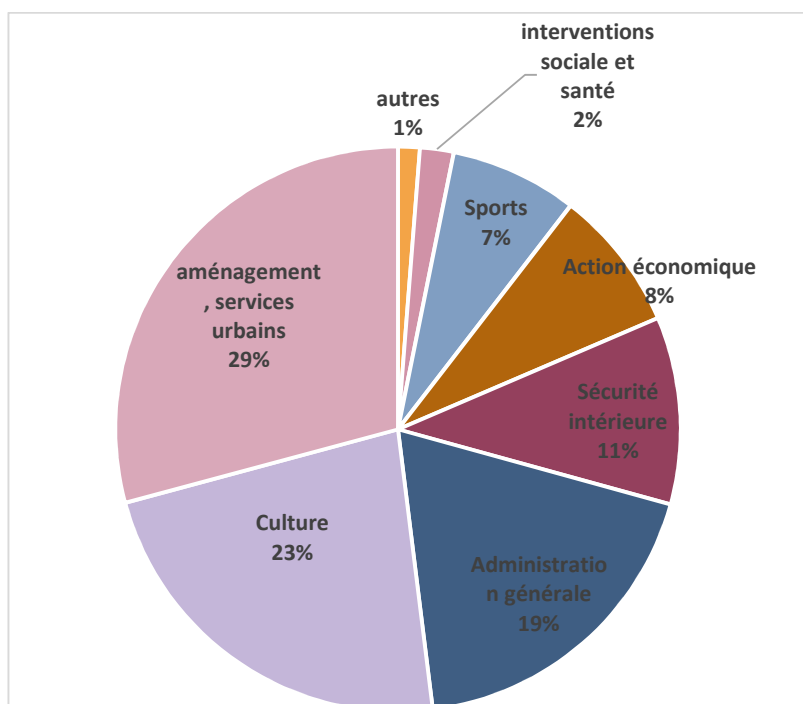
Il correspond aux dotations aux amortissements relatives aux équipements et subventions d'investissement à opérer sur l'année 2016 pour un montant prévisionnel de 4,15M€.

Ce chapitre enregistre une augmentation de +6,31% (soit +246k€) liée au volume des nouveaux investissements réalisés en 2015.

Pour mémoire, ces dotations aux amortissements participent à l'autofinancement puisqu'elles se retrouvent en recettes dans le budget d'investissement. Elles viennent ainsi compléter le virement à la section d'investissement.

2.2 Présentation par domaine d'activité

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement par grands secteurs se présente comme suit, déduction faite des attributions de compensation, opérations d'ordre et opérations non ventilables :



- **L'aménagement, services urbains (fonction 8) est le premier secteur de dépenses (10.430.305 €) est en augmentation de +4% (10.036.671€ en 2015), et concerne essentiellement :**
 - o La collecte et le traitement des ordures ménagères pour 8.572k€ (8.325k€ en 2015). Les contrats de prestations de service couvrent 90% de cette dépense (soit 7.697 k€). 318k€ sont inscrits pour la contribution au Symove, 296k€ pour la rémunération des agents et 190k€ pour l'acquisition de sacs pour la collecte en porte à porte des déchets végétaux et le reste (72 k€) pour le fonctionnement courant de ce service.
 - o L'Aménagement : 782.001 € (772.734 € en 2015) dont 84% (657 k€) sont estimés pour la rémunération du personnel. Le reste permet notamment de payer la cotisation estimée

à 65.000 € à l'APGB (association Pays du Grand Beauvaisis) et 31.000 € pour honorer les divers contrats de prestation de services.

- Les transports urbains avec **858.421 €** (433.524 € en 2015). Montant intégralement dévolus à la subvention permettant d'équilibrer le budget annexe transports. Subvention dont l'augmentation (+61%) s'explique au vu du projet de BP 2016 de ce budget annexe (cf. ci-après).
 - Le développement durable avec 34.369 € en 2016 contre 144.379 € en 2015. Les dépenses de personnel ont en effet été transférées à la fonction 020 compte tenu des nouvelles missions dévolues à cette direction.
 - L'entretien des réseaux eaux pluviales (183.250 €)
- **La culture (8.142.434 €)** est le second secteur de dépenses et est en diminution de -1% (8.240.990€ en 2015). Les crédits sont affectés aux cinq équipements culturels :
- Les médiathèques pour 2.550.745 € (2.464.092 € en 2015)
 - Le conservatoire Eustache du Caurroy pour 2.241.371€ (2.314.869 € en 2015)
 - Le Théâtre du Beauvaisis pour 1.425.497 € (1.412.824 € en 2015) dont 1.054.000 € pour la subvention au CGTB et 169.020 € de frais de fonctionnement et 202.477 € de frais de personnel.
 - L'école d'arts du Beauvaisis pour 927.541 € (1.016.234 € en 2015),
 - La maladrerie pour 439.564 € (473.149€ en 2015),

Les frais de personnels représentent une très large part des dépenses (72%). Outre la subvention versée au CGTB (13%), les autres dépenses portent sur les charges liées à l'activité de ces structures, tels les matériels pour les cours, l'organisation de spectacles, des animations, des expositions, l'entretien des locaux, soit 15 % du coût du secteur.

- **Les services généraux : 6.700.843 €** (6.418.935€ en 2015). Les dépenses de ce domaine sont celles nécessaires au fonctionnement courant de l'agglomération et concernent :
- **Les frais d'administration générale** (5.850.560€) en augmentation de +6% (5.527.895€ en 2015) avec notamment
 - ✓ Charge de personnel en augmentation de +9% pour un total de 4.847.443 € (4.451.254€ en 2015). Cette augmentation s'explique avec les créations de postes postérieurs à l'adoption du BP 2015, dont celles décidées par délibération du 26 juin 2015, liées à la compétence en matière de politique de la ville (3 postes de catégorie A, 3 B et 2 C + 1 poste adulte relais), par délibération du 10 décembre 2015 (1 A chargé de la commande publique), et l'intégration des personnels affectés à la fonction développement durable (3A, 1B et 1C),
 - ✓ Les autres charges permettent le bon fonctionnement du siège (assurances, entretien des locaux, maintenance,...) et des services (frais de télécommunication, affranchissement et totalisent 1.003k€ en 2016 contre 1.077k€ en 2015 (-7%).
 - Les dépenses liés au fonctionnement de l'**assemblée** (indemnités des élus et charges afférentes 284.876 €), crédits en diminution de -4% (295.252€ en 2015).
 - Les dépenses de communication, fêtes et cérémonies (547.407 €), dépenses en diminution de -5% (595.778€ en 2015).

- **La sécurité intérieure : 3.832.548€** (514.604€ en 2015), dont :

- 88 % pour notre contribution au SDIS nouvellement transférée, soit 3.340.000 €
 - La prévention de la sécurité (492.548€ en 2016 contre 614.604€ en 2015) dont 83% pour le versement de subventions.
- **Economie : 2.893.806 €**, en diminution de -39 % (4.022.245€ en 2015).
- Le soutien via les **subventions** aux secteurs économique (248.000€) et commercial (69.000 €) et touristique (423.500 €), soit un total en 2016 de 740.500 € contre 1.170.061€ en 2015.
 - **L'entretien** des espaces verts, de la voirie et de l'éclairage public sur les **zones d'activités économique** qui passe de 308 k€ en 2015 à 298 k€ en 2016.
 - La poursuite de l'étude sur la faisabilité d'une **ZAC Boulenger** pour 66.000 € (128.683€ en 2015).
 - La contribution au **SMABT** (syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais Tillé) pour 135.158 € (idem en 2015).
 - Les frais d'entretien liés au fonctionnement de la **maison harmonie** pour 77 k€ (73k€ en 2015).
 - Les frais de personnel, 1.101 k€ en 2016, contre 1.240 k€ en 2015 soit une diminution de -11%.
 - Les autres actions menées dans ce domaine qui sont structurées par la **promotion du territoire** et la **prospection**, la poursuite des **chantiers d'insertion**, et totalisent 114 k€ en 2016 contre 56 k€ en 2015.
 - Le **tourisme** pour un budget total de 682.171€ (705.818€ en 2015). 62 % sont affectés au soutien des partenaires tels que l'Office de tourisme de l'agglomération de Beauvais. Les autres dépenses couvrent pour 30.000 € la promotion des manifestations d'illumination de la cathédrale de Beauvais. Le reste des crédits étant pour l'essentiel des besoins d'entretien et de balisage des sentiers.
 - 30.000 € sont affectées aux subventions pour les manifestations d'animation locale (50.000 € en 2015 dont 20 k€ pour la fête de l'âne, évènement qui est biennal).
- **Sports : 2.606.827 € (2.761.234€ en 2015)** dont
- **2.309.127 €** sont affectés à **l'Aquaspace** (2.430.133€ en 2015).
 - ✓ 63% couvre la rémunération du personnel (1.456k€ en 2016 contre 1.470 k€ en 2015, soit une diminution de -1% malgré la création de 3 postes de catégorie B décidée par délibération du 26 juin 2015.
 - ✓ Une part importante (16%) est consacré aux fluides (368 k€ en 2016 contre 435 k€ en 2015, diminution expliquée par la déductibilité de la TVA et les conditions du nouveau marché passé avec l'UGAP pour l'achat d'électricité).
 - ✓ 11% à la maintenance (249 k€ en 2016 contre 247 k€ en 2015).
 - **Le solde : 297.700 €** est affecté au domaine sportif :
 - ✓ 197 k€ pour la rémunération du personnel (y compris mutualisé : direction des sports de la ville de Beauvais), contre 198K€ en 2015
 - ✓ 97 k€ pour les fluides, la maintenance et le fonctionnement des gymnases de Tillé à d'Allonne (92K€ en 2015)

✓ 4 k€ pour couvrir l'égal accès tarifaire (5K€ en 2015)

- **Interventions sociales : 692.349 €** (751.102€ en 2015).
 - **382.909 €** pour les subventions allouées dans le cadre du contrat de ville (441.409€ en 2015)
 - **309.440 €** pour le fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage (309.693€ en 2015)

- La part « autres » concernent l'habitat (187.083 € en 2016 contre 184.380€ en 2015), les relais d'assistantes maternelles pour 157.075 € en 2016 contre 156.097€ en 2015, et l'enseignement pour 99.300€ en 2016 (remboursement frais de scolarité & soutiens aux associations d'étudiants) contre 63.600€ en 2015.

B - La section d'investissement

1- Les Ressources d'investissement

| Chap. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Variation |
|--------------|---|-------------------|-------------------|------------|
| 13 | Subventions d'investissement | 376 000 | 1 009 840 | 169% |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 4 368 700 | 6 408 000 | 47% |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 600 000 | 817 972 | 36% |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 8 000 | 3 000 | -63% |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 385 065 | 0 | -100% |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 1 112 097 | 879 870 | -21% |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 3 904 600 | 4 151 000 | 6% |
| TOTAL | | 10 754 462 | 13 269 682 | 23% |

1.1 Chapitre 13 - Subventions d'équipement

Les 1.010 k€ inscrits en 2016 correspondent aux subventions d'équipement attendues sur les opérations d'investissement engagées et sont constitués notamment de :

- Théâtre (201403) : 260.000 € de subvention départementale ;
- Eaux pluviales (201510-2015101) : 215 k€ reversés par les communes et les entreprises concernées.
- Programme de l'habitat (201606) : 108k€ ;
- ANRU2 Argentine et St Lucien : 425.340 €

Ces montants sont proratisés en fonction des inscriptions en dépenses d'investissement afférentes pour les projets en cours sur 2016 ;

La progression de ces recettes (+169%) s'explique par la participation du département au projet du théâtre (260.000 €), et celle de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine pour le programme ANRU2.

1.2 Chapitre 16 - Emprunts

Le recours à l'emprunt de 6,408M€ correspond au besoin de financement des investissements inscrits au budget primitif 2016 et est en hausse par rapport à l'inscription du BP 2015 (4,4M€).

Ce recours accru à l'emprunt est envisageable puisque le niveau de la dette de l'agglomération est largement inférieur à celui constaté en moyenne au niveau des agglomérations :

- l'endettement par habitant de l'agglomération du Beauvaisis ressort en 2016 à 163€ / habitant (ratio 5), alors que la moyenne nationale des agglomérations est de 397€/ habitant, ce qui signifie que **la dette de l'agglomération par habitant est inférieure de 59% à la moyenne nationale.**
- le rapport entre l'encours de dette et les recettes réelles de fonctionnement (ratio 11 en fin de document) atteint 20,8% en 2016 à l'agglomération du Beauvaisis, alors que la moyenne nationale de la strate était de 60% en 2013, ce qui signifie que **la dette de l'agglomération proportionnellement à son budget est inférieure de 65% à la moyenne nationale.**

1.3 Les recettes financières - Chapitres 10, 165 et 27

Le chapitre 10 – dotations et fonds propres – totalise 818k€ en 2016 et correspond à l'estimation du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les investissements réalisés au cours du dernier trimestre 2015 et attendus au cours des trois premiers trimestres 2016, soit une année pleine.

L'augmentation de +36% (+218k€) de ce montant par rapport à 2015 est liée à l'augmentation de la programmation annuelle en matière d'investissement.

Le chapitre 165 enregistre depuis 2013, tant en recettes qu'en dépenses d'investissement, les cautions perçues et remboursées au titre des baux de location signés avec des entreprises pour la mise à disposition de bureaux au sein de la Maison des Services et des Initiatives Harmonie (cf. chapitre 75 – recettes de fonctionnement pour la perception des loyers afférents). Ainsi une prévision de 3k€ a été inscrite au BP 2016.

1.4 Les recettes d'ordre d'investissement – Chapitres 021 et 040

Ces recettes d'ordre – pour 0,88M€ au chapitre 021 et pour 4,15M€ au chapitre 040 – correspondent aux montants inscrits en dépenses de fonctionnement, réciproquement au titre du prélèvement en provenance de la section de fonctionnement et des dotations aux amortissements de l'exercice.

2- Les emplois d'investissement

| Chap. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Variation |
|--------------|--|-------------------|-------------------|------------------|
| 20 à 23 | Total des opérations d'équipement | 8 777 162 | 9 756 054 | 11% |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 578 800 | 1 832 718 | 16% |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0 | 1 500 000 | - |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) | 398 500 | 180 910 | -55% |
| TOTAL | | 10 754 462 | 13 269 682 | 23% |

71 % des dépenses d'investissement sont consacrés aux opérations d'équipement (82% en 2015)

2.1 Les dépenses financières - chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées

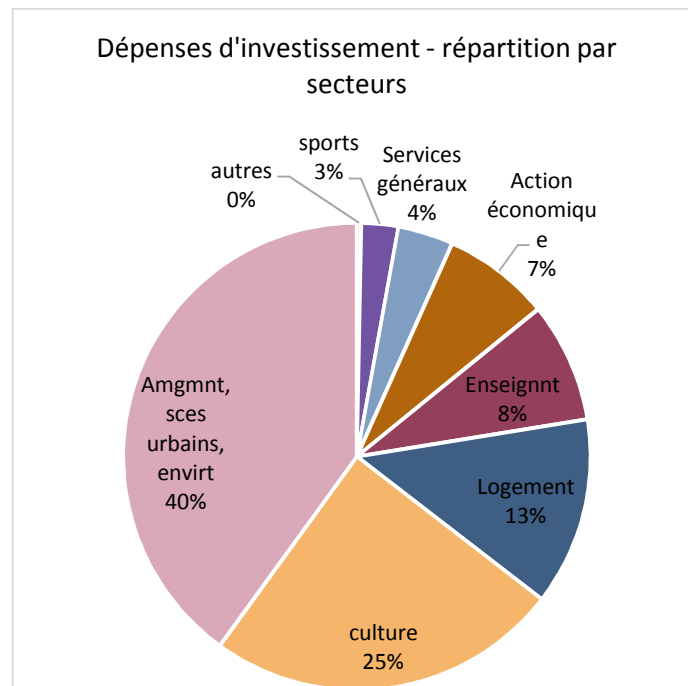
Le chapitre 16 intègre 3k€ de remboursements de cautions et les échéances de remboursement en capital sur 2016 qui sont estimées à **1,83M€** et enregistrent une augmentation de +254k€ par rapport à 2015 (+16%) liée notamment à l'intégration d'une échéance prévisionnelle de remboursement de 320k€ avec la contractualisation d'un nouvel emprunt de 6,4M€ en cours d'année 2016.

La progression de +18% (+231k€) sur les échéances de remboursement en capital des emprunts en cours s'explique notamment par l'intégration des échéances trimestrielles liées aux nouveaux emprunts contractés en 2015 (+4M€) auprès de la banque postale.

2.2 Opérations d'équipement et subventions d'équipement versées : 9.756.054 €

Le montant des crédits proposés pour les opérations d'équipement est en augmentation de +11%, et correspond aux crédits de paiement de la programmation pluriannuelle des investissements.

La répartition par domaine d'intervention (hors dépenses d'ordre et d'emprunt) de cette programmation annuelle est la suivante :



- **l'Aménagement et services urbains, environnement : 3.904.104 €** avec notamment:
 - **les fonds de concours aux communes membres :**
 - Opération 201507 – **Fonds de développement communautaire** : 263.240 €
 - Opération 201511 – **Fonds de concours voirie** : 200.000 €
 - **Les investissements liés à notre compétence « environnement »**
 - Opération 200806 – **Construction déchetterie** : 700.000 €
 - Opération 201509 – **Acquisition de conteneurs OM** : 300.000 €
 - Opération 201520 – **Travaux sur déchetterie et points verts** : 50.000 €
 - **Les travaux liés aux réseaux :**
 - **Eaux pluviales** : Opération 201510 travaux : 500.000 €,
 - **Travaux sur les zones d'activités et la voirie communautaire** opération 201521 : 350.000 € qui intègre le plan pluriannuel de renouvellement de l'éclairage public dans le cadre d'un contrat de performance énergétique (180 k€).
 - Opération 201515 – **Système d'Information Géographique**: 80.000 €.
 - Opération 201527 – **ANRU2** : 700.000 €

- **Subvention d'équilibre** proposée pour la section d'investissement du budget annexe des **transports (715.864 € - article 2041642)**.

NB : en vertu des mêmes dispositions légales précisées au chapitre 67 pour ce qui concerne la subvention de fonctionnement allouée à ce budget annexe, une délibération spécifique doit être adoptée pour allouer cette subvention d'investissement et sera soumise à l'approbation du conseil communautaire.

- **la culture : 2.393.115 €** dont :

- Opération 201403 – **nouveau projet théâtre** : 2.100.000 €
- L'opération 200509 – **Réhabilitation de la maladrerie** : 130.000 €.
- L'opération 201503 – **Bâtiments culturels** : 100.000 € prévus pour les médiathèques, l'école d'art du Beauvaisis, le conservatoire et la maladrerie (hors réhabilitation) ;
- L'opération 201502 – **Equipements culturels** : 44.500 € prévus pour les médiathèques, l'école d'art du Beauvaisis, le conservatoire et la maladrerie.

- **Le logement : 1.270.000 €** dont :

- Opération 201606 – **Aides à l'habitat: 1.000.000 €**. Ce montant comprend les aides à la pierre de l'agglomération, le versement de ces aides par délégation de l'Etat, le « pass foncier » ainsi que les nouvelles actions d'accompagnement de l'OPAH ;
- Opération 200621 – **ANRU : 270.000 €**,

- **L'enseignement : 810.000 €** proposés pour le versement de fonds de concours :

- L'institut **Lasalle** (opération 201525) : 700.000 € dans le cadre du financement du plan de développement portant sur deux projets technologiques majeurs : la plateforme OZONE et le projet AGRILAB- plateforme de prototypage et d'essais en grandeur nature de machines agricoles que Lasalle hébergerait.
- Le département de l'Oise (opération 200614 – **Collèges**). 110.000 € correspondent à notre participation annuelle à la reconstruction des collèges ;

- **Action économique et tourisme : 725.620 €** répartis sur les principales opérations suivantes :

- Nouvelle opération : 201602 « **ZAC VALLEE DU THERAIN** », pour un montant de **450.000 €**. Projet qui serait réalisé via une concession d'aménagement. Le montant correspond à la participation de l'agglomération versée au concessionnaire au titre de la réalisation des équipements publics.
- **257.950 €** sont inscrits afin d'équilibrer la section d'investissement du budget annexe hôtel et **pépinière** d'entreprises (imputation à l'article 2041642).

- **Le domaine sportif : 250.220 €** dont :

- Opération 201504 – **Aquaspace** – 200.000 € prévus pour l'acquisition de matériels d'activités nautiques ainsi que pour divers aménagements du bâtiment ;
- Opération 201505 – **Equipements gymnase** – 50.000 € proposés pour les diverses dépenses pour les gymnases d'Allonne et de Tillé.

- **Services généraux : 374.995 €** affectés aux besoins généraux et récurrents tels que les équipements de la collectivité.

Il faut par ailleurs relever que l'ensemble des travaux relatifs à l'accessibilité des ERP est valorisée à hauteur de 26 k€. Cette valorisation est issue de l'agenda d'accessibilité programmée patrimoine (Ad'Ap) communautaire du 25 septembre 2015 et se décompose de la manière suivante :

| Extrait AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE PATRIMOINE (ERP) COMMUNAUTAIRE du 25 septembre 2015 - année 2016 | | |
|---|--------------|--------------------|
| Budget principal | | |
| | | DEPENSES |
| operation | nature | montants TTC |
| Siège agglomération | travaux | 4 224,00 € |
| Médiathèque centrale | travaux | 10 104,00 € |
| Pépinière entreprises | travaux | 2 160,00 € |
| Médiathèque Saint Lucien | travaux | 1 716,00 € |
| Aquaspace | travaux | 5 441,20 € |
| Médiathèque Milly sur thérain | travaux | 3 228,00 € |
| | TOTAL | 26 873,20 € |

Situation des autorisations de programmes et crédits de paiement (AP/CP)

Le tableau ci-dessous rappelle la situation actuelle des AP/CP et est conforme au projet de délibération présenté au cours de cette même séance du conseil communautaire pour la mise à jour des AP/CP :

| Intitulé | Montant des AP | Montant des crédits de paiements | | | |
|---|----------------|----------------------------------|------------------|-----------|-------------------|
| | | CP au 1/1/2016 | 2016 | 2017 | Restes à financer |
| 200509 Maladrerie st Lazare | 1 250 000 | 1 039 292 | 130 000 | 20 000 | 60 708 |
| 200614 Participation collèges | 2 166 607 | 1 616 607 | 110 000 | 110 000 | 330 000 |
| 200621 ANRU1 | 2 348 993 | 1 861 443 | 270 000 | 217 550 | |
| 201527 ANRU2 | 3 400 000 | 200 000 | 700 000 | 800 000 | 1 700 000 |
| 200710 CFA | 10 034 011 | 10 034 011 | 0 | 0 | 0 |
| 200806 Construction déchetterie | 1 680 000 | 132 111 | 700 000 | 847 889 | |
| 201403 nouveau projet théâtre | 19 561 324 | 935 241 | 2 100 000 | 8 000 000 | 8 526 083 |
| 201507 Fonds de développement communautaire | 1 516 200 | 200 000 | 263 240 | 263 240 | 789 720 |

| | | | | | | |
|--------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 201510 | Eaux pluviales programme pluriannuel | 3 000 000 | 500 000 | 500 000 | 500 000 | 1 500 000 |
| 201511 | Voirie fonds de concours | 1 200 000 | 250 000 | 200 000 | 200 000 | 550 000 |
| 201516 | Aide à l'implantation d'entreprises | 250 000 | 50 000 | 0 | 50 000 | 150 000 |
| 201525 | LaSalle 2015-2020 | 2 400 000 | 300 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 |
| 200606 | Aides à la pierre | 9 513 771 | 6 713 771 | 0 | 0 | A clôturer |
| 201606 | Aides à l'habitat | 5 000 000 | | 1 000 000 | 1 000 000 | 3 000 000 |
| 201514 | Aquisitions foncières | 1 800 000 | 350 000 | 0 | 0 | A clôturer |
| Total | | 65 120 905 | 24 182 476 | 6 673 240 | 12 708 679 | 17 306 511 |

2.3 - Autres immobilisations financières - Chapitre 27

La somme de 1,5M€ correspond à une avance allouée au budget annexe Beauvais-Tillé au vu du besoin de financement estimé dans le cadre du projet de budget 2016 et du bilan prévisionnel de clôture (cf point E à partir de la page 44).

2.4 - Les dépenses d'ordre d'investissement - Chapitre 040

Ces dépenses d'ordre - pour 4,15M€ au chapitre 040 - correspondent aux montants inscrits en recettes de fonctionnement au titres de l'amortissement des subventions d'investissement perçues (cf. explication au chapitre 042 - section de fonctionnement).

II - BUDGETS ANNEXES

A- ASSAINISSEMENT

Le budget annexe assainissement s'élève globalement à **16.888.822,67 € TTC**. Il s'équilibre à 6.948.556 € en fonctionnement et 9.940.266,67 € en investissement.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var. | Explications |
|-------|---------------|--------------------------------------|------------------|------------------|------------|--|
| 013 | 64198 | Autres remboursements | 5 000 | 15 000 | 200% | Remboursements sur frais de personnel (Maladie, accident du travail, etc.) |
| 70 | 704 | Travaux | 750 000 | 970 000 | 29% | - Remboursement des frais de branchements en 2016 : programmation de 440 branchements (contre 200 en 2015) conformément aux travaux du PPI notamment sur Auteuil et Berneuil en Bray, pour un total de 470 k€, - Taxe de raccordement sur les nouvelles constructions pour 500 k€ (idem en 2015). |
| 70 | 70611 | Redevance d'assainissement collectif | 4 275 000 | 4 800 000 | 12% | Produit de surtaxe assainissement compte tenu : - du nouveau barème adopté à compter du 1er janvier 2016 ; - des montants réalisés en 2015 ; - des nouveaux branchements 2016. |
| 70 | 7084/ 7087 | Mise à dispo. de pers.facturée | 80 619 | 63 356 | -21% | Rembt. personnels mis à disposition du budget eau de la ville de Beauvais et du budget SPANC de l'agglomération. L'agent mis à disposition sur le budget SPANC ne l'est plus qu'à 50% (100% auparavant). |
| 74 | 741 | Primes d'épuration | 820 000 | 760 000 | -7% | Primes de l'agence de l'Eau, la prime "Aquex" (aide à la qualité d'exploitation) passe de 120 k€ à 60 k€. La prime épuration est reconduite (montant non communiqué par l'Agence de l'eau). |
| 042 | 777 | Quote part subvent° d'investi | 253 000 | 330 600 | 31% | Amortissement des subventions reçues (contrepartie en dépense d'investissement à l'article 139) |
| - | - | Autres | 9 105 | 9 600 | 5% | Dont loyers emplacements antennes de téléphonie, réception des matières de vidanges. |
| | | Total | 6 192 724 | 6 948 556 | 12% | |

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var. | Explications |
|-------|---------|--|-----------|-----------|------|--|
| 011 | 6061 | Fournitures non stockables | 896 400 | 857 000 | -4% | Fluides : eaux, gaz, électricité. En diminution de 39,4k€ euros par rapport à 2015 |
| 011 | 6062 | Prod. de traitement | 306 000 | 308 000 | 1% | Produits chimiques pour les stations d'épuration |
| 011 | 6063 | Fournitures de petits matériels | 44 400 | 47 400 | 7% | - |
| 011 | 6068 | Autres matières & fournitures | 63 400 | 65 500 | 3% | Dépenses dévolues en grande partie à l'achat de produits d'entretien pour les stations d'épuration. |
| 011 | 6152 | Sur biens immobiliers | 104 500 | 104 500 | 0% | Entretien de la station d'épuration, des réseaux, ... |
| 011 | 61558 | Autres biens mobiliers | 58 000 | 56 000 | -3% | Entretien et réparation de matériels et des véhicules |
| 011 | 6156 | Maintenance | 72 350 | 71 600 | -1% | contrat de maintenance (centrifugeuses, compresseurs d'air et autres équipements |
| 011 | 6226 | Honoraires | 21 900 | 20 100 | -8% | Honoraires suivi filière Boues et organisme certificateur démarche qualité |
| 011 | 6248 | Divers | 170 000 | 210 000 | 24% | Traitement et évacuation des boues liquides des stations d'épuration |
| 011 | 6287 | Remboursements de frais | 346 147 | 306 791 | -11% | Remboursement de frais au budget principal (cf. recettes de fonctionnement du budget principal) |
| 011 | 63512 | Taxes foncières | 70 000 | 75 000 | 7% | Taxe foncière sur les stations d'épuration (Beauvais, Auneuil, Frocourt, Milly sur Thérain, Saint Paul, Therdonne, Tillé, Troissereux, Warluis) - Ajustement selon le réalisé 2015 |
| 012 | - | Charges de personnel | 1 397 058 | 1 410 309 | 1% | Evolution selon GVT |
| 66 | 66 | Intérêts des emprunts et dette | 749 000 | 693 000 | -7% | Selon échéancier des emprunts en cours + échéances liées aux nouveaux emprunts contractés en 2015 auprès de la Caisse d'épargne de 2,5M€ et auprès du Crédit Agricole de 2,5M€ + prévision d'emprunt 2016 de 3,8M€ (trois échéances trimestrielles de remboursement d'intérêts) |
| 68 | 673 | Titres annulés (sur Ex.s ant.) | 50 000 | 50 000 | 0% | Remboursements de taxe de raccordement où de branchement faisant suite aux annulations de permis de construire. |
| 023 | 023 | Virement à la section d'investissement | 62 841 | 90 527 | 44% | Excédent de fonctionnement affecté à l'investissement (contrepartie en recette d'investissement) |
| 042 | 6811 | Dota.Amortis.sur immos. | 1 590 542 | 2 400 000 | 51% | Total des amortissements des biens renouvelables – évolution qui s'explique par l'intégration en décision modificative 2015 (+153k€) puis au BP 2016 de régularisations d'amortissements dont ceux des études non suivies de travaux et de certaines immobilisations transférées non amorties (+515k€). Prévision qui intègre par ailleurs d'autres régularisations (passage du 23 au 21) à opérer sur 2016. |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 190 186 | 182 829 | -4% | Assurances, carburants, fournitures d'entretien, maintenance, frais de |

| | | | | | | |
|--|--|--|-----------|-----------|-----|--|
| | | | | | | télécommunications, fournitures administratives, ... |
| | | | 6 192 724 | 6 948 556 | 12% | |

2 - Section d'investissement

Selon l'article 260 A du CGI, les collectivités locales peuvent opter pour l'assujettissement à la TVA de leur service d'assainissement, à la condition qu'elles exploitent directement ce service. Or, la CAB délègue la gestion du service public d'assainissement des réseaux communaux (pour les communes hors Beauvais), par voie d'affermage, à la société des Eaux et Assainissement de l'Oise (VEOLIA Eau). Il revient au fermier d'être assujetti de plein droit à la TVA et la CAB doit prévoir ses crédits en TTC. Ce choix a été acté par l'agglomération par délibération du 22 octobre 2012 lors de l'adoption de la décision modificative n° 2.

Cette modification de régime est budgétairement neutre pour la section d'investissement, le fermier nous transférant son droit à déduction. Ce transfert est comptabilisé par des jeux d'écriture détaillés ci-dessous (*lignes en italique*)

2.1 Ressources

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------------------------|--|-------------------|------------------|-------------|---|
| 13 | 13111 | Subventions d'investissement | 2 200 000 | 900 000 | -59% | Subventions de l'agence de l'Eau proportionnelles aux travaux réalisés. |
| 16 | 1641 | Emprunts en euros | 5 898 817 | 3 875 406 | -34% | Niveau de recours à l'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement |
| 45 | 4582 | Opérations d'investissement sous mandats | 396 000 | 1 149 000 | 190% | Comptes de tiers - ajustement selon la programmation des travaux prévus. |
| 021 | 021 | Virement en provenance de la section de fonctionnement | 62 841 | 90 527 | 44% | Excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement affecté à l'investissement (contrepartie en dépense de fonctionnement) |
| 041 | <i>2031-21351 et 2315</i> | <i>transferts de déduction de TVA</i> | <i>1 431 000</i> | <i>762 667</i> | <i>-47%</i> | <i>Contrepartie en dépenses d'investissement</i> |
| 27 | 2762 | <i>Créances sur transferts de droit à déduction de TVA</i> | <i>1 431 000</i> | <i>762 667</i> | <i>-47%</i> | <i>Créance sur le transfert du droit à déduction de TVA pour les dépenses d'investissement liées au contrat d'affermage</i> |
| 040 | 28... | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 590 542 | 2 400 000 | 51% | Amortissements des immobilisations (contrepartie en dépenses de fonctionnement à l'article 6811) - cf. explications en dépenses de fonctionnement |
| - | - | Total : | 13 010 200 | 9 940 267 | -24% | - |

2.2 Emplois

Les chapitres 21 et 23 sont regroupés dans la présentation du tableau ci-dessous afin de globaliser les crédits par opération.

| Chap | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | var | Explications |
|---------|---------------------|--|-----------|-----------|------|--|
| 21 & 23 | 21351 / 2154 & 2315 | Travaux, matériels et installations STEP | 4 426 000 | 1 050 000 | -76% | -Construction de la station d'Auteuil/Berneuil (470 k€ TTC) - Amélioration traitement STEP Frocourt (120 k€) - Construc. STEP de Saint Paul (60 k€ TTC) - Matériels et travaux STEP (400 k€ HT) |
| 21 & 23 | 2135 & 23151 | travaux & installations RESEAUX | 4 280 000 | 3 870 000 | -10% | Travaux de création et de réhabilitation de réseaux selon travaux du PPI. Extension suite permis de construire ou réhabilitation réseaux (dont Quartier St Just des Marais). Fin des travaux sur Berneuil et Auteuil + travaux Savignies (Mont Bénard) + ZI Méry à Warluis. |
| 21 | 21351 | travaux & installations BRANCHEMENTS | 320 000 | 330 000 | 3% | programme annuel de branchements liés aux permis de construire. |
| 21 & 23 | 2154 & 2315 | Matériels industriels POSTES DE RELEVAGE | 140 000 | 305 000 | 118% | Programme annuel de renouvellement d'équipement hydraulique et d'auto-surveillance + Mise en place de traitement H2S sur 3 postes relevage Mont St Adrien, Fouquénies, St Martin le Nœud |
| 20 | 2031 | Frais d' Etudes | 40 000 | 230 000 | 475% | Etudes pour le renforcement du réseau du quartier Argentine et de l'avenue Corot. Etude pour la desserte du hameau de Milly (Courroy, Moimont) |
| 21 | 2154 | matériel industriel | 20 000 | 20 000 | 0% | pompes, agitateurs, équipements de laboratoire |
| 16 | - | Emprunts et dettes assimilés | 1 627 000 | 1 851 000 | 14% | Selon échéancier des emprunts en cours + échéances liées aux nouveaux emprunts contractés en 2015 auprès de la Caisse d'épargne de 2,5M€ et auprès du Crédit Agricole de 2,5M€ + prévision d'emprunt 2016 de 3,8M€ (trois échéances trimestrielles de remboursement de capital) + rembt. en capital des échéances liées aux avances Agence de l'eau pour 276k€ (intégration des nouvelles avances 2015 pour un total de 1,18M€). |
| 041 | 2762 | <i>Créances sur transferts de droit à déduction de TVA</i> | 1 431 000 | 762 667 | -47% | <i>contrepartie en recettes d'investissement</i> |
| 040 | - | Amortissement des subventions | 253 000 | 330 600 | 31% | Amortissement des subventions perçues finançant des biens eux-mêmes amortissables |
| 45 | 4581 | Opérations d'investissement sous mandats | 396 000 | 1 149 000 | 190% | Comptes de tiers (cf explications en ressources d'investissement ci-dessus) |

| | | | | | |
|---|---|-------------------|------------------|-------------|---|
| - | Autres dépenses d'investissement diverses | 77 200 | 42 000 | -46% | Dépenses courantes d'investissement (matériels de transports, matériels informatiques, mobilier, ...) |
| - | Total : | 13 010 200 | 9 940 267 | -24% | - |

2.3 Situation des autorisations de programmes et crédits de paiement (AP/CP)

Le tableau ci-dessous rappelle la situation actuelle des AP/CP et est conforme au projet de délibération présenté au cours de cette même séance du conseil communautaire pour la mise à jour des AP/CP :

| Intitulé | Montant des AP | Montant des crédits de paiements | | | |
|---------------------|------------------|----------------------------------|----------------|----------------|-------------------|
| | | CP réalisés au 1/1/2016 | 2016 | 2017 | Restes à financer |
| A01 STEP Saint Paul | 3 698 970 | 3 351 862 | 60 000 | 287 108 | |
| A02 STEP Warluis | 1 026 445 | 1 026 445 | 0 | 0 | |
| A03 STEP AUTEUIL | 1 722 009 | 1 252 009 | 470 000 | 0 | |
| Total | 6 447 424 | 5 630 315 | 530 000 | 287 108 | |

B- SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

Le budget annexe SPANC s'équilibre à **154.058 €**, dont 29.058 € en fonctionnement et 125.000 € en investissement.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|----------------------------------|---------------|---------------|-------------|---|
| 70 | 7062 | Ventes de produits | 46 340 | 29 053 | -37 % | Redevances d'assainissement non collectif |
| 75 | 758 | Prod. Divers de gestion courante | 0 | 5 | - | Arrondis de TVA |
| - | - | Total : | 46 340 | 29 058 | -37% | - |

1.2 Dépenses

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|------|---|---------|---------|------|--|
| 012 | 6215 | Personnel affecté à la collectivité de rattachement | 39 256 | 19 850 | -49% | Remboursement au budget assainissement pour la mise à disposition d'un demi-poste (poste à 100% en 2015) |

| | | | | | | |
|---|---|--|--------|--------|------|---|
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 7 084 | 9 208 | 30% | Frais courants de fonctionnement (maintenance, fournitures, remboursement de frais au budget principal, ...) + titre annulés sur exercice antérieur pour 2.700 €. |
| - | - | Total : | 46 340 | 29 058 | -37% | - |

2 - Section d'investissement

2.1 Recettes

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|------|---------------------------------|---------|---------|-------|---|
| 45 | 4582 | Opérations pour compte de tiers | 215 000 | 125 000 | -42% | Etudes et travaux prévus en 2016 menés sous maîtrise d'ouvrage directe de l'agglomération pour l'obtention du financement à 60% par l'agence de l'eau et dont le solde est payé par les particuliers eux-mêmes sur ce chapitre. |
| - | - | Total : | 215 000 | 125 000 | -42 % | - |

2.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | VAR | Explications |
|-------|---------|---------------------------------|---------|---------|-------|---|
| 45 | 4581 | Opérations pour compte de tiers | 215 000 | 125 000 | -42% | Etudes et travaux réalisés pour le compte de particuliers |
| - | - | Total : | 215 000 | 125 000 | -42 % | - |

C- TRANSPORTS

Le budget annexe des transports s'élevé globalement à **10.865.047 TTC**. Il s'équilibre 8.364.383 € en fonctionnement et à 2.500.664 € en investissement.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap | Art | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|------|------|---------------------------------|-----------|-----------|------|---|
| 70 | 7083 | Locations diverses | 8 000 | 10 000 | 25% | Location de vélos Yellow Vélos |
| 70 | 7084 | Mise à disposition de personnel | 44 500 | 40 089 | -10% | Personnel mis à disposition de la ville de Beauvais dans le cadre de la convention de mutualisation |
| 70 | 7087 | Remb. de frais | 39 500 | 35 503 | -10% | |
| 73 | 734 | Versement transport | 6 700 000 | 6 400 000 | -4% | Selon les nouvelles dispositions de la loi de finances 2016 relevant le seuil d'assujettissement au versement transport des entreprises de 9 à 11 salariés permettant la sortie de plusieurs employeurs du champ d'application de cette |

| | | | | | | |
|-----|-------------|-----------------------------------|-----------|-----------|------|---|
| | | | | | | taxe, une perte de recette estimée à -300k€ sur 2016 est attendue, dont 200k€ seront compensés par l'état (cf article 748 ci-dessous) d'où une perte nette estimée à 100k€. |
| 74 | 7471 à 7473 | Subventions d'exploitation | 384 500 | 384 500 | 0% | Ce montant se décompose en 359 K€ pour le transfert de la compétence des transports scolaires du département et en 26k€ pour le financement des 2 emplois avenir du service Yellow vélos. |
| 74 | 7475 | Subventions d'exploitation | 318 983 | 250 000 | -22% | Subventions SMTCO |
| 74 | 748 | Autres subvention d'exploitation | - | 200 000 | - | Compensation perte VT (cf explications ci-dessus - article 734) |
| 77 | 774 | Subventions exceptionnelles | 533 524 | 858 421 | 61% | Subvention d'équilibre du budget principal |
| 042 | 777 | Quote-part subventions | 130 800 | 177 220 | 35% | Amortissement des subventions reçues (contrepartie en dépense d'investissement à l'article 139) |
| | | Autres recettes de fonctionnement | 2 150 | 8 650 | 302% | |
| - | - | Total : | 8 161 957 | 8 364 383 | 2% | - |

1.2 Dépenses

| Chap | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | VAR | Explications |
|------|---------|--|-----------|-----------|------|--|
| 011 | 611 | Convention DSP | 6 479 106 | 6 700 000 | 3% | Selon nouvelle DSP de 2016 à 2021, avec le concessionnaire CABARO (délibération du conseil communautaire du 10/12/2015). |
| 011 | 611 | Services scolaires | 460 000 | 496 080 | 8% | - |
| 011 | 611 | Sous traitance générale | 69 000 | 65 000 | -6% | Services spéciaux, transports des élèves vers l'Aquaspace. |
| 011 | 6132 | Location | 35 000 | 35 000 | 0% | Location local gare SNCF |
| 011 | 617 | Etudes & recherches | 60 000 | 6 000 | -90% | Etudes diverses PDU |
| 011 | 6287 | Remboursement de frais | 62 534 | 61 233 | -2% | Essentiellement au titre des remboursements de frais au budget principal (voir explications recettes de fonctionnement budget principal) |
| 011 | 63512 | Taxes foncières | 10000 | 12 000 | 20% | Ajustement selon le réalisé 2015 |
| 012 | - | Charges de personnel | 174 837 | 127 438 | -27% | prise en considération du départ d'un agent à la retraite de catégorie A et création d'un poste de catégorie C. |
| 14 | 739 | Restitution taxe transport | 40 000 | 35 000 | -13% | Remboursements pour le personnel logé ou transporté par les entreprises |
| 65 | 6574 | subventions aux personnes de droit privé | 21 499 | 20 827 | -3% | 20.000 € subvention à l'association Beauvélo et 1.499 € au COS |

| | | | | | | |
|-----|------|--|------------------|------------------|-----------|---|
| 042 | 6811 | Amortissements | 708 100 | 761 700 | 8% | Opérations d'ordre (contrepartie en recette d'investissement au chapitre 040) |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 41 881 | 44 105 | 5% | Diverses charges de fonctionnement |
| - | - | Total : | 8 161 957 | 8 364 383 | 2% | - |

2 - Section d'investissement

Le budget annexe des transports publics n'est pas assujéti à la TVA en application de l'article 256 du Code Général des Impôts. La totalité des crédits du budget annexe est présenté et voté en TTC, sachant que :

- Selon l'article 210-I de l'annexe II au C.G.I. : la taxe déductible est celle afférente aux dépenses exposées pour les investissements publics que l'EPCI confie à l'entreprise utilisatrice afin qu'elle assure, à ses frais et risques, la gestion du service public qu'il lui a déléguée. A ce titre, et uniquement pour les biens concernés, l'EPCI transfère son droit à déduction de TVA à l'entreprise qui lui en fait bénéficier. Cela concerne l'acquisition et l'aménagement des bus.
- Pour les autres biens, le régime de droit commun du FCTVA s'applique.

2.1 Recettes

| Chap | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | var | Explications |
|------|-------------|---|---------|---------|------|---|
| 13 | 1312 à 1315 | Subventions d'investissement | 330 200 | 414 000 | 25% | Participation de l'ADEME, de la région et du SMTCO pour le programme d'acquisitions de bus 2016. |
| 13 | 1318 | Subventions d'investissement | 127 688 | 715 864 | 461% | Subvention d'équilibre de la section investissement émanant du budget principal. |
| 10 | 10222 | FCTVA | 20 000 | 20 000 | 0% | Régime de droit commun appliqué aux investissements non confiés au délégataire - ajustement selon les inscriptions en dépenses éligibles au FCTVA sur 2016 ainsi que selon le réalisé 2015. |
| 165 | 165 | Dépôts et cautionnements | 500 | 500 | 0% | Cautions pour la location de vélos au kiosque de la gare. Diminution liée à la suppression de l'enregistrement des cautions sur ce compte pour le service yellow vélos. |
| 040 | 040 | Opérations d'ordre transfert entre sections | 708 100 | 789 700 | 12% | Amortissements des immobilisations (contrepartie en dépenses de fonctionnement à l'article 6811) |

| | | | | | | |
|-----|------|--------------------------------|------------------|------------------|-----|---|
| 27 | 2762 | transferts de déduction de TVA | 158 503 | 280 300 | 77% | Créance sur le transfert du droit à déduction de TVA pour l'acquisition et les installations des bus. |
| 041 | 215 | transferts de déduction de TVA | 158 503 | 280 300 | 77% | Contrepartie en dépenses d'investissement |
| - | - | Total : | 1 503 494 | 2 500 664 | 66% | - |

2..2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | var | Explications |
|-------|---------|---------------------------------------|------------------|------------------|------|--|
| 21 | 2156 | Matériel transport exploitation | 894 600 | 965 000 | 8% | Acquisition de 2 bus hybrides et de 1 minibus |
| 21 | 2156 | Matériel transport exploitation | 10 000 | 10 000 | 0% | Acquisition de vélos |
| 21 | 2131 | Matériel transport exploitation | 0 | 712 800 | - | Acquisition des locaux administratifs de Cabaro mis à disposition du prochain délégataire |
| 21 | 2135 | Installations générales, construction | 235 000 | 321 344 | 37% | - 200 k€ : mise en accessibilité des points d'arrêts - 75 k€ aménagements de "superstations" , - 40 k€ réaménagement de la station de lavage de Pinçonlieu, le reste pour la pose de poteaux d'arrêt de bus et l'outillage. |
| 21 | 2157 | Agencement outillage | 72 591 | 4 000 | -94% | découpe et équipement de bus |
| 21 | 2183 | matériel de bureau et informatique | 1500 | 1 500 | 0% | |
| 16 | 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 500 | 500 | 0% | Cautions pour la location de vélos au kiosque de la gare. Diminution liée à la suppression de la prévision de l'enregistrement des cautions sur ce compte pour le service yellow vélos. |
| 040 | 13918 | Amortissement des subventions | 130 800 | 205 220 | 57% | Contrepartie en recettes de fonctionnement (article 777) - intègre une régularisation d'amortissement sur exercice antérieur de 28k€ |
| 041 | 2762 | Transferts de déduction de TVA | 158 503 | 280 300 | 77% | Contrepartie en recette d'investissement- ART 210-I du CGI |
| - | - | Total : | 1 503 494 | 2 500 664 | 4% | - |

Il faut par ailleurs relever que les travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmée transports (Sd'Ap) sont les suivants :

**Extrait AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE TRANSPORTS (AOT)
du 25 septembre 2015 - année 2016**

| Budget annexe transports | | | |
|--|-------------|--------------|---------------------|
| | | | DEPENSES |
| operation | nature | Nbre arrêts | montants HT |
| création quai bus accessible en avancée de trottoir + marquage | travaux | 8 | 66 666,67 € |
| Déplacement poteaux arrêts + marquage | travaux | 5 | 14 250,00 € |
| Elargissement trottoirs + marquage | travaux | 5 | 35 416,67 € |
| Reprise hauteur bordures + marquage | travaux | 10 | 48 500,00 € |
| Déplacement abris bus + reprise bordures + marquage | travaux | 3 | 18 750,00 € |
| Divers dont travaux de marquage | travaux | 44 | 10 166,67 € |
| 2 Bus | Acquisition | - | 670 000,00 € |
| 1 mini bus (par anticipation sur 2017) | Acquisition | - | 65 000,00 € |
| | | TOTAL | 928 750,00 € |

2.3 Situation des autorisations de programmes et crédits de paiement (AP/CP)

Le tableau ci-dessous rappelle la situation actuelle des AP/CP et est conforme au projet de délibération présenté au cours de cette même séance du conseil communautaire :

| Intitulé | Montant des AP | Montant des crédits de paiements | | | |
|------------------------------------|---------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| | | CP réalisés au 1/1/2016 | 2016 | 2017 | Restes à financer |
| T01 Acquisition de bus (2015-2020) | 5 400 000.00 | 894 600.00 | 965 000.00 | 900 000.00 | 2 640 400.00 |
| TOTAL | 5 400 000.00 | 894 600.00 | 965 000.00 | 900 000.00 | 2 640 400.00 |

D- STATION GAZ NATUREL POUR VEHICULES (GNV)

Le budget annexe « gaz naturel pour véhicules » s'équilibre en recettes et en dépenses à **527.517 € HT** dont 485.717 € pour la section de fonctionnement et 41.800 € pour la section d'investissement.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|------|---------|---------|---------|-----|--|
| 70 | 7012 | Gaz | 493 000 | 450 000 | -9% | Vente de carburant GNV pour l'essentiel aux camions de ramassage des OM et aux bus Corolis, sachant que le produit de la vente pour des derniers diminue puisque les nouveaux véhicules acquis sont des bus hybrides ne fonctionnant pas au GNV. |

| | | | | | | |
|-----|-----|---------------------------------|----------------|----------------|------------|---|
| 042 | 777 | Opérations d'ordre de transfert | 35 800 | 35 717 | | Amortissements des subventions d'investissement reçues (contrepartie en dépense d'investissement à l'article 139) |
| - | - | Total : | 528 800 | 485 717 | -8% | - |

1.2 Dépenses

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|------|--|----------------|----------------|------------|--|
| 011 | 6061 | fournitures non stockables | 379 641 | 311 800 | -18% | Achat de gaz. L'évolution tient compte des quantités vendues et des tarifs prévisionnels de GDF |
| 011 | 6156 | Maintenance | 60 000 | 60 000 | 0% | Contrat de maintenance de la station GNV. |
| 011 | 6288 | Autres | 19 000 | 19 000 | 0% | Rémunération de l'exploitant |
| 011 | 6287 | Remboursement de frais | 28 254 | 25 912 | -8% | remboursement de frais au budget principal |
| 011 | 6353 | Impôts indirects | 0 | 26 000 | - | Taxes dues suites aux déclarations des mises en consommation de gaz mensuelles en sortie de station à compter du 1 ^{er} avril 2014 avec la TICPE (taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques) et la TVA afférentes à acquitter à la direction régionale des douanes. |
| 042 | 6811 | Dotations aux amortissements | 35 718 | 35 718 | 0% | Opérations d'ordre avec contrepartie en recette d'investissement |
| 023 | - | Virement à la section d'investissement | 5 082 | 6 082 | 20% | Excédent de fonctionnement affecté à l'investissement (contrepartie en recette d'investissement à l'article 021) |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 1 105 | 1 205 | 9% | |
| - | - | Total : | 528 800 | 485 717 | -8% | - |

2 - Section d'investissement

2.1 Ressources

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|-----------------|---|---------------|---------------|-----------|---|
| 040 | 2815323 /281552 | Amortissements ouvrages de distribution et outillage industriel | 35 718 | 35 718 | 0% | Amort. subventions d'investissement reçues - Opération d'ordre avec contrepartie en dépenses de fonctionnement. |
| 21 | - | Virement de la section d'investissement | 5 082 | 6 082 | 20% | Excédent de fonctionnement affecté à l'investissement |
| - | - | Total : | 40 800 | 41 800 | 2% | - |

2.2 Dépenses

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|--------|-------------------------|---------------|---------------|-----------|--|
| 21 | 215323 | Ouvrage de distribution | 5 000 | 6 083 | 22% | Crédits pour d'éventuels petits travaux sur la station |
| 13 | 13918 | Reprise de subvention | 35 800 | 35 717 | 0% | Mouvement d'ordre avec contrepartie en recette de fonctionnement à l'article 777 |
| | - | Total : | 40 800 | 41 800 | 2% | - |

E- ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES DU HAUT VILLE

Le budget annexe « PAE du Haut Villé » s'équilibre en recettes et en dépenses à **6.084.780 € HT**. Les tableaux qui suivent ne font état que des seuls mouvements réels qui correspondent aux budgétisations effectives (cf. commentaire de bas de page 2 concernant les budgets de zones).

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|-----------------------------|----------------|------------------|-------------|--|
| 70 | 7015 | Vente de terrains aménagés | 390 450 | 1 624 112 | 316% | Ventes prévisionnelles sur 2016 |
| 77 | 774 | Subventions exceptionnelles | 400 000 | 0 | - | Subvention du budget principal pour l'équilibre de la section. |
| - | - | Total : | 790 450 | 1 624 112 | 105% | - |

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|-------------|--|----------------|----------------|-------------|---|
| 011 | 605 | Achat de matériel et travaux | 551 000 | 360 000 | -35% | Travaux divers et d'aménagement de voirie liés aux ventes de terrain et au découpage de la zone |
| 011 | 608 | Frais accessoires | 130 000 | 125 000 | -4% | 90 k€ sont prévus pour l'entretien des espaces verts, le reste pour la taxe foncière |
| 66 | 66111-66112 | Intérêts réglés à l'échéance et ICNE | 20 556 | 20 556 | -61% | Dernière échéance sur l'emprunt remboursé intégralement en juin 2016 |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 88 894 | 64 500 | -27% | Electricité, frais de géomètre, ... |
| - | - | Total dépenses réelles : | 790 450 | 570 056 | -28% | - |

2 - Section d'investissement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|---------------------------------|----------------|----------------|-----|---|
| 16 | 1641 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 2 245 944 | -% | Avance du budget principal de 1,5M€ et 746k€ de recours prévisionnel à l'emprunt nécessaires à l'équilibre de la section. |
| - | - | Total recettes réelles : | 986 300 | 790 450 | - | - |

1.2 Dépenses

| Chap | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|------|---------|---------------------------------|----------|------------------|-----|--|
| 16 | 1641 | Emprunts et dettes assimilées | 0 | 3 300 000 | - | Remboursement en juin 2016 de l'intégralité du capital du dernier emprunt encore en cours sur ce budget auprès du Crédit agricole (remboursement in fine). |
| - | - | Total dépenses réelles : | 0 | 3 300 000 | - | - |

3 - Bilan prévisionnel

Compte tenu des éléments d'informations connus à ce jour, le bilan prévisionnel de clôture de ce budget annexe est le suivant :

| Objet | Dépenses | Recettes | commentaires |
|--|-----------|-----------|----------------------------------|
| Résultat prévisionnel de clôture au 31/12/2015 | | 455 287 | |
| 2016 | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | 360 000 | | |
| bornage, ect | 30 500 | | |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 159 000 | | |
| Charges financières (6 mois ; taux de 1,25%) | 20 556 | | |
| Remboursement emprunt | 3 300 000 | | Terme des contrats fin juin 2016 |
| Avance du budget principal au titre de la participation à la réalisation des équipements publics | | 1 500 000 | |
| cessions parcelles | | 1 624 112 | |
| Résultat de clôture au 31/12/2016 (déficit) | 290 657 | | |
| 2017 | | | |

| | | | |
|--|-----------|-----------|---------------------------------------|
| divers travaux (edf, finitions ...) | | | |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 190 000 | | |
| Charges financières (taux de 2,5%) | 0 | | |
| Avance du budget principal | | | pas de besoin |
| Remboursement emprunt | 0 | | |
| cessions parcelles | | 2 030 000 | dont parcelles issues zone des Larris |
| Remb. avance budget principal | | | |
| Résultat de clôture au 31/12/2017 | | 1 549 343 | |
| 2018 | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | | | |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 183 253 | | |
| Charges financières (taux de 2,5%) | 0 | | |
| Remb. avance budget principal | 2 300 000 | | |
| cessions parcelles | | 990 000 | dont parcelles issues zone des Larris |
| Subvention du budget principal au titre de la participation à la réalisation des équipements publics | | 0 | pas de besoin |
| Résultat de clôture au 31/12/2018 | | 56 090 | bilan prévisionnel de clôture |

F- ZONE DE PINCONLIEU

Le budget annexe « Pinçonlieu » s'équilibre en recettes et en dépenses à **883.394 € HT**. Les tableaux qui suivent ne font état que des seuls mouvements réels qui correspondent aux budgétisations effectives (cf. commentaire de bas de page 2 concernant les budgets de zones).

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|---------------------------------|----------------|----------------|-------------|--|
| 70 | 7015 | Vente de terrains aménagés | 466 715 | 306 211 | -34% | Montant ajusté en fonction des crédits nécessaires à l'équilibre budgétaire alors que les cessions attendues sur l'exercice totalisent 634k€ (cf. point 3) |
| - | - | Total recettes réelles : | 466 715 | 306 211 | -34% | - |

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | VAR | Explications |
|-------|---------|--------------------------------|---------|---------|-------|--|
| 011 | 6015 | Terrains à aménager | 385 065 | 0 | - | 0 |
| 011 | 605 | Achat de matériel et travaux | 15 000 | 240 000 | 1500% | travaux de viabilité |
| 011 | 6045 | achat de prestation de service | 11 000 | 13 000 | 18% | bornage |
| 011 | 608 | Frais accessoires | 5 150 | 4 150 | -19% | Entretien des espaces verts, taxes foncières ... |

| | | | | | | |
|----|-------------|--|----------------|----------------|-------------|--|
| 66 | 66111-66112 | Intérêts réglés à l'échéance et ICNE | 7 200 | 6 161 | -14% | Règlement des intérêts des emprunts en cours - baisse des taux |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 1 400 | 1 500 | 7% | Fluides |
| - | - | Total dépenses réelles : | 425 315 | 264 811 | -38% | - |

2 - Section d'investissement

La seule inscription de crédits « réels » se rapporte à des dépenses d'investissement.

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|--------------------|---------------|---------------|-----|--|
| 16 | 1641 | Emprunts et dettes | 41 400 | 41 400 | - | Remb. des échéances annuelles en capital de l'emprunt en cours |
| - | - | Total : | 41 400 | 41 400 | - | - |

2 - Bilan prévisionnel

| Objet | Dépenses | Recettes | commentaires |
|--|----------|----------|--|
| Résultat prévisionnel de clôture au 31/12/2015 | 787 731 | | |
| 2016 | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | 240 000 | | Travaux de finition |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 18 650 | | |
| Charges financières (taux de 3,45%) | 6 161 | | |
| Remboursement emprunt | 41 400 | | hypothèse remb. anticipé (terme contrat en 2020) |
| cessions parcelles (47€ / m2) | | 634 265 | Nouvelle programmation cession |
| Résultat de clôture au 31/12/2016 | 459 677 | | |
| 2017 | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | 10 102 | | Travaux de finition |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 1 500 | | |
| Charges financières (taux de 3,45%) | 7 250 | | |
| Remboursement emprunt | 165 267 | | hypothèse remb. anticipé (terme contrat en 2020) |
| cessions parcelles (47€ / m2) | | 188 000 | Nouvelle programmation |
| Subvention du budget principal au titre de la participation à la réalisation des équipements publics | | 450 000 | Subvention d'équipement |
| Résultat de clôture au 31/12/2016 (déficit prévisionnel) | 5 796 | | |

G - ZONE D'ACTIVITE BEAUVAIS-TILLE

Le budget annexe « Zone d'activité Beauvais - Tillé » s'équilibre en recettes et en dépenses à **8.630.230 € HT**. Les tableaux qui suivent ne font état que des seuls mouvements réels qui correspondent aux budgétisations effectives (cf. commentaire de bas de page 2 concernant les budgets de zones).

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|---------------------------------|---------|---|----------|--------------|----------|---|
| 70 | 70323 | Redevances d'occupation du domaine public | 0 | 3 000 | - | Convention d'occupation précaire avec des agriculteurs pour l'utilisation des terrains. |
| Total recettes réelles : | | | 0 | 3 000 | - | - |

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | VAR | Explications |
|--------------------------------|-------------|--------------------------------------|------------------|------------------|------------|--|
| 011 | 6015 | Acquisition terrains à aménager | 2 786 100 | 3 500 000 | 26% | Acquisitions opérées à l'issue de la procédure d'expropriation |
| 011 | 6045 | achat de prestations de service | 10 000 | 128 200 | 1182% | - 120.000 € pour une étude de maîtrise d'œuvre urbaine - 8.200 € pour des frais divers (bornage, ...) |
| 011 | 605 | travaux | 475 000 | 0 | -100% | - |
| 011 | 608 | Frais accessoires | 15 800 | 572 350 | 3522% | 522.000 € pour le redevance archéologique - 50.350 pour les frais divers (Taxes foncières, entretien espaces verts,, ...) |
| 011 | 60612 | fluides | 4 400 | 7 500 | 70% | - |
| 66 | 66111-66112 | Intérêts réglés à l'échéance et ICNE | 0 | 32 710 | | Intégration des échéances d'intérêts et des ICNE se rattachant à l'emprunt de 3,291M€ contracté auprès de la Banque Postale en 2015. |
| Total dépenses réelles: | | | 3 291 300 | 4 240 760 | 29% | - |

2 - Section d'investissement

2.1 - Recettes

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|---------------------------------|------------------|------------------|------------|--|
| 16 | 1641 | Emprunts en euros | 3 291 300 | 4 350 760 | 32% | Recours prévisionnel à l'emprunt qui sera minoré lors de la reprise des résultats excédentaires de 2015 à la prochaine décision modificative (cf. point 3) |
| - | - | Total recettes réelles : | 3 291 300 | 4 350 760 | 32% | |

2.2 - Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|---------------------------------|----------|----------------|----------|--|
| 16 | 1641 | Emprunts en euros | 0 | 113 000 | - | Intégration des échéances en cours du remboursement en capital du nouvel emprunt contracté en 2015 |
| - | - | Total dépenses réelles : | 0 | 113 000 | - | |

3 - Bilan prévisionnel

| Objet | Dépenses | Recettes | commentaires |
|--|---------------|-----------|---|
| Résultat prévisionnel de clôture au 31/12/2015 excédent | | 3 936 631 | |
| Dépenses 2016 : | | | |
| acquisitions foncières | 3 500 000 | | Acquisitions qui seront opérées à l'issue de la procédure d'expropriation |
| Bornage | 8 200 | | |
| Etude | 120 000 | | Une réactualisation de l'estimation faite en 2013 sera faite suite à cette étude |
| redevances archéo | 522 000 | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | | | |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 57 850 | | |
| intérêts emprunts | 32 710 | | |
| Recettes 2016 : | | | |
| Nouvel emprunt | | 304 129 | Montant du BP 2016 de 4,3M€ de recours prévisionnel à l'emprunt qui sera diminué lors de la DM 2016 compte tenu reprise des résultats 2015 |
| Subvention smabt | | | |
| Résultat de clôture au 31/12/2016 | | 0 | |
| 2017 à 2030 : | | | |
| acquisitions foncières | 290 856 | | <i>montants calculés à partir estimations du service aménagement et déduction faite des montants réalisés ou prévus les années antérieure</i> |
| études | 57 047 | | |
| travaux aménagements | 19 451 614 | | |
| divers travaux (sondage, fouilles, etc) | 257 720 | | |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) + financières (ratio de 30%) | 7 784 939 | | |
| Aléas et imprévus | 467 290 | | |

| | | | |
|--|-----------|------------|---|
| Remboursement emprunt | 3 595 429 | | <i>A noter que les recours prévisionnels à l'emprunt de 2016 à 2030 ne sont pas mentionnés en l'absence d'échéancier annuel des études et travaux programmés à ce jour.</i> |
| cessions parcelles secteur logistique (45ha à 20€/m2) | | 9 000 000 | |
| cessions parcelles secteur tertiaire(200.000 m2 surface plancher à 120€/m2) | | 24 000 000 | |
| Remboursement emprunt + avance du budget principal | 5 500 000 | | |
| Subvention du budget principal au titre de la participation à la réalisation des équipements publics | | 3 000 000 | hypothèse d'une avance annuelle de 600.000 euros sur une durée de 5 ans (2017 à 2021) |
| subventions | | 1 287 630 | CG 60+SMABT |
| Résultat de clôture au 31/12/2030 (déficit prévisionnel) | 117 265 | | bilan prévisionnel de clôture couvert par la provision constituée en 2014 de 1,3M€ sur le budget principal. |

NB : tableau élaboré à partir des éléments chiffrés par le service aménagement (délibération pour le CC du 18/10/2013) : phasage de l'opération par année non reprise dans ce document afin d'établir une synthèse. Ces estimations seront actualisées avec les résultats de l'étude prévue en 2016.

H- ZONE D'ACTIVITES TECHNOLOGIQUES

Le budget annexe « Zone d'activité technologiques » s'équilibre en recettes et en dépenses à **125.700 € HT**. Les tableaux qui suivent ne font état que des seuls mouvements réels qui correspondent aux budgétisations effectives (cf. commentaire de bas de page 2 concernant les budgets de zones).

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|---------------------------------|------|--------------------|----------|---------------|-----|--|
| 70 | 7015 | Ventes de terrains | 0 | 41 900 | - | Montant ajusté en fonction des crédits nécessaires à l'équilibre budgétaire alors que les cessions attendues sur l'exercice totalisent 320k€ (cf. point 3) |
| Total recettes réelles : | | | 0 | 41 900 | - | |

1.2 Dépenses

| Chap. | Art. | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|--------------------------------|-------|-----------------------|---------------|---------------|------------|--|
| 011 | 605 | travaux | 15 000 | 30 000 | 100% | travaux d'aménagement |
| 011 | 608 | Frais accessoires | 10 000 | 9 100 | -9% | Entretien des espaces verts, taxes foncières |
| 011 | 60612 | Energie - Electricité | 1 300 | 2 800 | 115% | fluides |
| Total dépenses réelles: | | | 26 300 | 41 900 | 59% | - |

2 - Section d'investissement

Pas de mouvements réels prévus en section d'investissement

3 - Bilan prévisionnel

| Objet | Dépenses | Recettes | commentaires |
|---|----------|----------|---------------------|
| Bilan prévisionnel (déficit) au 31/12/2015 | 793 854 | | |
| <u>2016</u> | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | 30 000 | | Travaux de finition |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | 11 900 | | |
| cessions parcelles (35€ / m2) | | 320 000 | |
| Bilan prévisionnel (Déficit estimé) | 515 754 | | |
| <u>2017 -</u> | | | |
| divers travaux (edf, finitions ...) | | | Travaux de finition |
| Charges de fonctionnement (éclairage, entretien, taxes foncières) | | | |
| cessions parcelles (35€ / m2) | | | |
| Bilan prévisionnel (Déficit estimé) | | | |

NB : recettes finales : environ 1 M€, donc pas de déficit attendu. La vocation de la zone étant spécifique, le rythme de la commercialisation ne peut être déterminé précisément (marché de niche).

I - ZAC SAINT MATHURIN

Le budget annexe « ZAC Saint Mathurin » s'équilibre en recettes et en dépenses **110.000€ HT**. Les tableaux qui suivent ne font état que des seuls mouvements réels qui correspondent aux budgétisations effectives (cf. commentaire de bas de page 2 concernant les budgets de zones).

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

Pas de recettes réelles prévues

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 22016 | Var | Explications |
|--------------------------------|---------|---------------------------------|------------------|---------------|--------------|---|
| 011 | 6015 | Terrains à aménager | 2 225 000 | 0 | | Acquisitions de terrains |
| 011 | 6045 | achat de prestations de service | 50 000 | 55 000 | 10 % | Etude d'impact et divers frais (hypothèques, ...) |
| Total dépenses réelles: | | | 2 275 000 | 55 000 | -98 % | - |

2 - Section d'investissement

La seule inscription de crédits « réels » se rapporte à des recettes d'investissement.

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|---------|--------------------------|------------------|---------|------|---|
| 16 | 1641 | Emprunts en euros | 2 275 000 | 55 000 | -98% | Niveau de recours à l'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement |
| - | - | Total recettes réelles : | 2 275 000 | 55 000 | -98% | |

3 - Bilan prévisionnel

| Objet | Dépenses | Recettes | commentaires |
|--|-----------|----------|--|
| Résultat prévisionnel de clôture au 31/12/2015 | 120 858 | | |
| 2016 | | | |
| acquisitions foncières | | | |
| prestations de sce | 30 000 | | |
| divers travaux | 25 000 | | |
| divers frais | | | |
| Charges financières | | | |
| cessions parcelles | | | |
| Résultat de clôture au 31/12/2016 | 175 858 | | |
| 2017 à 2027 | | | |
| Etudes et travaux | nd | | |
| acquisitions foncières | 1 200 000 | | périmètre redéfini en conseil du 10/12/2015 (passe de 27ha à 15ha). Programme à définir. |
| cessions parcelles | | | |
| Emprunts et frais financiers | | | |
| Subvention du budget principal au titre de la participation à la réalisation des équipements publics | | 500 000 | hypothèse d'une avance annuelle de 100.000 euros (2018 à 2022) |

| | | |
|--|---------|---|
| Résultat de clôture au 31/12/2027 (déficit anticipé) | 500 000 | Déficit anticipé couvert par la provision constituée en 2014 de 1,3M€ sur le budget principal |
|--|---------|---|

J- PEPINIERE ET HOTEL D'ENTREPRISES

Le budget annexe "Pépinière et hôtel d'entreprises" s'équilibre en recettes et en dépenses à **527.900 € HT** dont 238.450 € pour la section de fonctionnement et 298.450 € pour la section d'investissement.

1 - Section de fonctionnement

1.1 Recettes

| Chap. | Article | Libellé | 2015 | 2016 | Variation | Explications |
|-------|----------------|--|---------|---------|-----------|---|
| 70 | 70688/ 7083 | Autres prestations | 11 000 | 16 500 | 50% | Prestations vendues aux locataires : secrétariat, standard téléphonique, locations diverses, etc... |
| 75 | 752 | Revenus des immeubles | 150 000 | 150 000 | 0% | Loyers locaux et locations ponctuelles de bureaux et de salles de réunions. |
| 77 | 774 | Subventions exceptionnelles (subvention d'équilibre du budget principal) | 66 612 | 0 | -100% | Les recettes prévues permettent de financer les dépenses de fonctionnement. |
| 78 | 7815 | Reprise de provision | 0 | 15 000 | - | Reprise de provisions autrefois constituées pour risque d'impayés afin de tenir comptes des admissions en non-valeur ou des régularisations des impayés |
| 042 | 777 | Quote part subvention inv. | 41200 | 56 950 | 38% | Amortissement subventions reçues (contrepartie en investissement) |
| | | Total | 268 812 | 238 450 | -11% | |

1.2 Dépenses

| Chap. | Article | Libellé | 2015 | 2016 | Variation | Explications |
|-------|---------|----------------------------------|--------|--------|-----------|--|
| 012 | 6215 | Remboursement frais de personnel | 65 568 | 67 277 | 3% | Remboursement au budget principal des salaires versés au personnel affecté sur la pépinière. |
| 011 | 6283 | Frais nettoyage des locaux | 21 500 | 21 500 | 0% | - |
| 011 | 6061.. | Fluides | 17 600 | 17 700 | 1% | Eau, électricité, ... |
| 011 | 62871 | remboursement de frais | 16 805 | 14 426 | -14% | remboursement de frais au budget principal |
| 011 | 6156 | Maintenance | 13 242 | 13 065 | -1% | contrat de maintenance et notamment du photocopieur |

| | | | | | | |
|-----|-----------------|---|----------------|----------------|-------------|--|
| 011 | 626.. | frais d'affranchissement et de télécommunication | 12 100 | 11 400 | -6% | - |
| 011 | 63512 | Taxes foncières | 12 000 | 13 000 | 8% | Ajustement selon le réalisé 2015 |
| 011 | 61522 | Bâtiments | 7 000 | 10 900 | 56% | Entretien du bâtiment |
| 11 | 611 | Prestations de services | 1 600 | 5 866 | 267% | Enveloppe prévue pour diverses petites prestations |
| 011 | 61521 | Terrains | 5 000 | 4 500 | -10% | Entretien des espaces verts |
| 66 | 66111/6 6112 | Charges financières | 27 145 | 22 149 | -18% | Echéances en intérêts de l'emprunt en cours et Intérêts courus non échus |
| 67 | 6711/67 3 | Charges exceptionnelles | 1 500 | 1 500 | 0% | 500€ au titre des intérêts moratoires et pénalités éventuels sur marchés et 1 000€ pour annuler si besoin des titres sur exercices antérieurs. |
| 68 | 6815 | Dotations provisionnelles pour risques et charges | 36 200 | 0 | -100% | |
| 042 | 6811 | Opérations d'ordre | 13 800 | 16 500 | 20% | Amortissements des immobilisations (contrepartie en recette d'investissement à l'article 28) |
| - | - | Autres dépenses de fonctionnement diverses | 17 752 | 18 667 | 5% | Autres frais courants de gestion |
| | | Total | 268 812 | 238 450 | -11% | |

2 - Section d'investissement

2.1 Ressources

| Chap. | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | Var | Explications |
|-------|-----------------|------------------------------|----------------|----------------|-----------|---|
| 13 | 1318 | Subventions d'investissement | 236 400 | 257 950 | 9% | Subvention du budget principal nécessaire à l'équilibre de la section. |
| 16 | 165 | Dépôts cautionnements reçus | 15 000 | 15 000 | 0% | Cautions versées par les nouveaux résidents et/ou suite aux changements de baux |
| 040 | 28135- 28188 | Opérations d'ordre | 13 800 | 16 500 | 20% | Amortissements des immobilisations (contrepartie en dépense de fonctionnement) |
| - | - | Total : | 265 200 | 289 450 | 9% | - |

2.2 Dépenses

| Chap | Article | Libellé | BP 2015 | BP 2016 | var | Explications |
|------|-----------------|---|---------|---------|-----|---|
| 21 | 2051 & 218.. | Immobilisations corporelles & incorporelles | 3 000 | 3 000 | 0% | enveloppe pour mobilier, matériel informatique. |

| | | | | | | |
|-----|-------|-------------------------------|----------------|----------------|-----------|---|
| 21 | 2135 | Installations générales | 26 000 | 34 500 | 33% | Travaux sur le bâtiment |
| 16 | 165 | Dépôts et cautionnement reçus | 15 000 | 15 000 | 0% | Remboursement des cautions des locataires |
| 16 | 1641 | Emprunts en euros | 180 000 | 180 000 | 0% | Remboursement capital emprunt |
| 040 | 13918 | Autres | 41 200 | 56 950 | 38% | Reprises de subventions |
| | - | Total : | 265 200 | 289 450 | 9% | - |

III - CONSOLIDATION

Les montants consolidés des budgets primitifs 2016, totalisant les mouvements réels et d'ordre, sont de :

| | Fonctionnement | | Investissement | | TOTAL | | |
|---------------------|----------------|------------|----------------|------------|-------------|-------------|------|
| | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | VAR° |
| TOTAL | 87 978 205 | 86 715 786 | 32 638 921 | 34 793 790 | 120 617 126 | 121 509 576 | 1% |
| Budget Principal | 64 653 492 | 63 442 445 | 10 754 462 | 13 269 682 | 75 407 954 | 76 712 127 | 2% |
| Assainissement | 6 192 724 | 6 948 556 | 13 010 200 | 9 940 267 | 19 202 924 | 16 888 823 | -12% |
| Transports | 8 161 957 | 8 364 383 | 1 503 494 | 2 500 664 | 9 665 451 | 10 865 047 | 12% |
| Zone Beauvais-Tillé | 3 291 300 | 4 276 470 | 3 291 300 | 4 353 760 | 6 582 600 | 8 630 230 | 31% |
| Haut Villé | 1 633 750 | 2 214 724 | 790 450 | 3 870 056 | 2 424 200 | 6 084 780 | 151% |
| Pinçonlieu | 899 730 | 577 183 | 466 715 | 306 211 | 1 366 445 | 883 394 | -35% |
| GNV | 528 800 | 485 717 | 40 800 | 41 800 | 569 600 | 527 517 | -7% |
| Pépinière | 268 812 | 238 450 | 265 200 | 289 450 | 534 012 | 527 900 | -1% |
| Zone Act. Techno. | 26 300 | 83 800 | 26 300 | 41 900 | 52 600 | 125 700 | 139% |
| Zac Saint Mathurin | 2 275 000 | 55 000 | 2 275 000 | 55 000 | 4 550 000 | 110 000 | -98% |
| SPANC | 46 340 | 29 058 | 215 000 | 125 000 | 261 340 | 154 058 | -41% |

REPARTITION SUR 100 EUROS DES BUDGETS PRIMITIFS (Fonctionnement + Investissement) (1)

| Répartition des dépenses sur 100 € | | Répartition des recettes sur 100 € | |
|------------------------------------|------------------------|------------------------------------|------------------------|
| Rappel BP 2015 | BP 2016 | Rappel BP 2015 | BP 2016 |
| Reversement de fiscalité (2) | 24,96 € 21,14 € | Impôts locaux (3) | 38,47 € 36,45 € |
| Culture | 11,94 € 12,28 € | Etat (5) | 22,57 € 19,15 € |
| Transports | 9,66 € 11,48 € | Emprunts | 12,66 € 16,28 € |
| Environnement | 10,97 € 11,31 € | Taxes diverses (4) | 13,33 € 13,01 € |
| Assainissement | 15,52 € 11,26 € | Usagers (6) | 3,35 € 4,01 € |
| Développement économique | 11,43 € 8,76 € | Communes membres | 3,74 € 3,55 € |
| Dettes | 4,64 € 8,63 € | Autres subventions | 2,64 € 3,53 € |
| Sécurité | 0,61 € 4,52 € | Cessions foncières | 1,25 € 1,89 € |
| Sports | 3,71 € 3,39 € | Divers | 1,55 € 1,35 € |
| Aménagement | 2,10 € 2,77 € | Département | 0,39 € 0,65 € |
| Habitat | 1,56 € 1,64 € | Région | 0,06 € 0,15 € |
| Divers | 1,11 € 1,03 € | | |
| Enseignement | 0,93 € 0,98 € | | |
| Tourisme | 0,87 € 0,81 € | | |



(1) répartition pour l'ensemble des budgets, principal et annexes, investissement et fonctionnement confondus.
 (2) ce sont des reversements en faveur des communes membres au titre des attributions de compensation et de la dotation de solidarité communautaire.
 (3) **les impôts locaux** comprennent la cotisation foncière entreprise, la cotisation sur la valeur ajoutée, la taxe d'habitation, la taxe sur les surfaces commerciales, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, la taxe foncière sur les propriétés non bâties.
 (4) il s'agit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de la taxe de séjour, de la redevance assainissement et du versement transport.
 (5) les dotations de l'Etat comprennent la dotation d'intercommunalité, les compensations d'exonérations fiscales, le fond national de garantie individuelles des ressources, la dotation de compensation de la réforme de la TP, le FCTVA et les autres subventions d'Etat.
 (6) les recettes issues des usagers comprennent les droits d'entrée, les loyers, les participations aux travaux réalisés dans le cadre du SPANC, l'achat de carburant GNV ...

IV- RATIOS

| Informations financières – ratios (2) | | Valeurs BP 2016 | Moyennes nationales de la strate (3) (2013) |
|---------------------------------------|--|--------------------|--|
| 1 | Dépenses réelles de fonct/population | 722 | 573 |
| 2 | Produit des impositions directes (7311)/population | 347 | 333 |
| 3 | Recettes réelles de fonctionnement/population | 782 | 663 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut/population | 120 | 118 |
| 5 | Encours de dette/population | 163 | 397 |
| 6 | DGF/population | 122 | 148 |
| 7 | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2) | 25,98% | 19,7% |
| 8 | Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (2) | 51,38% | - |
| 9 | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 95,23% | 90,9% |
| 10 | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2) | 15,42% | 17,7% |
| 11 | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2) | 20,8% | 60,0% |

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les 10 ratios sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs, ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

(3) Source : document « les collectivités locales en chiffres - 2015 » publié en avril 2015 sur le site internet www.collectivites-locales.gouv.fr : cet ouvrage constitue la vingt-quatrième édition des Collectivités locales en chiffres. Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales donnent en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Ils retiennent en général les données disponibles sur les cinq dernières années. Les séries longues sur les divers sujets sont reprises dans un seul chapitre en fin d'ouvrage. Un chapitre introductif présente les chiffres clés des collectivités locales.